Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 30 (1950)
Heft: 1

Artikel: Etude sur la formation de la Première Internationale
Autor: Freymont, Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-77320

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Etude sur la formation de la Première Internationale

Par *Jacques Freymond*

Qu'est-ce que l'Internationale? Et tout d'abord d'où vient-elle? Une première réponse nous est donnée par cette déclaration faite le 5 août 1862 par des ouvriers anglais à des camarades français venus visiter l'Exposition: « Aussi longtemps qu'il y aura des patrons et des ouvriers, qu'il y aura concurrence entre les patrons et des disputes sur les salaires, l'union des travailleurs entre eux sera leur seul moyen de salut ».

La formule n'est pas nouvelle sans doute, ou plus précisément n'exprime pas une idée nouvelle qu'on a pu trouver sous la plume de théoriciens du socialisme ou dans la bouche de militants ouvriers. Ce sont les conditions dans lesquelles elle est, cette fois-ci, reprise, qui lui donnent son sens particulier. Lancée à l'occasion de la rencontre des délégués ouvriers de deux pays, elle annonce l'élargissement de l'action ouvrière, le passage du plan national au plan international. « Espérons », dit encore le représentant des ouvriers anglais, « espérons que maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que, comme hommes, comme citoyens et comme ouvriers, nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis; espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira les travailleurs de tous les pays »[1].

Tels sont les sentiments des ouvriers anglais, ou tout au moins de ceux qui les conduisent. Leurs camarades français ne sont pas moins désireux d'établir avec eux un contact étroit. La réplique du Lyonnais Richard le montre: « Si nos langages sont différents », constate-t-il, « n'expriment-ils pas la même idée? Arrière

[1] Procès de l'Association internationale des Travailleurs. Première et deuxième commissions du Bureau de Paris. Paris 1870, 2ème éd., pp. 61—62.

donc toutes les haines entre les nations. Les ouvriers de toutes les nations devront marcher la main dans la main, cœur contre cœur...»[2].

* * *

Cette conscience d'une solidarité des ouvriers de toutes les nations a été exprimée, il est vrai, à diverses reprises déjà. L'Internationale n'est pas l'enfant de l'enthousiasme d'un jour, né des hasards d'une rencontre. Elle est le produit d'une évolution qui couvre plus d'un demi-siècle. Elle est annoncée par de nombreux précurseurs. Sans remonter aussi loin que Tcherkessoff[3] jusqu'à Thomas Morus, jusqu'à Münzer et aux anabaptistes, il suffira de se rappeler la permanence, la persistance à travers le 19ème siècle d'un courant de fraternité, d'une fraternité qui ne se laisse pas enfermer dans le cadre étroit de la nation. On ne saurait ignorer l'influence qu'exerce encore le christianisme dans le monde ouvrier, surtout en Grande-Bretagne profondément marquée par la révolution méthodiste. En France, la révolution de 1789 a déployé des effets analogues par l'appel qu'elle a lancé à la réconciliation des peuples séparés les uns des autres par les tyrans, par l'espoir qu'elle entretient d'une entente possible entre tous les hommes dès l'instant où ils auront été éclairés. Qu'on se rappelle le discours d'Isnard du 29 novembre 1791: «Disons à l'Europe... que tous les combats que se livrent les peuples par ordre des despotes, ressemblent aux coups que deux amis, excités par une instigation perfide, se portent dans l'obscurité; si la clarté du jour vient à paraître, ils jettent leurs armes, s'embrassent et châtient celui qui les trompait. De même, si au moment que les armées ennemies lutteront avec les nôtres, le jour de la philosophie frappe leurs yeux, les peuples s'embrasseront à la face des tyrans détrônés, de la terre consolée et du ciel satisfait».

«Les peuples s'embrasseront». Le thème reparaît fréquemment dans la littérature politique. C'est un des espoirs dont se nourrissent la plupart des réformateurs sociaux du siècle. Saint-

---

[2] *Opinion nationale,* 8 août 1862, cité par Albert Thomas: «Le Second Empire» (Histoire socialiste, t. X), p. 208.

[3] W. Tcherkessof: *Les précurseurs de l'Internationale.* Bruxelles 1899.

Simon et ses disciples y reviennent à diverses reprises, qui envisagent la « société européenne » dans son ensemble, qui annoncent que leur nouveau christianisme est appelé « à constituer tous les peuples dans un état de paix permanente », qui décèlent une « tendance de l'espèce humaine vers l'association universelle » par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et si l'on prend Lamennais, Fourier, Owen, Considérant, Cabet, toujours se retrouve cette même foi en la réconciliation des peuples par la réorganisation de la société. Les uns et les autres travaillent, chacun à leur manière, à l'application de leur doctrine. Pour Fourier, le phalanstère est le moyen le plus efficace. Owen tente l'expérience de New Harmony, tandis que Cabet propose sa république d'Icarie. Saint-Simon en revanche, plus précis, envisage la formation d'un gouvernement européen, suivi dans cette voie par Victor Considérant et Pecqueur. Mazzini, lui, ira plus loin encore avec sa « Jeune Europe », qui est à la fois préfiguration et instrument d'une fédération européenne dont la fondation n'est possible que par le triomphe d'un républicanisme chargé de socialisme.

Rien de surprenant par conséquent si l'année 1848 entend retentir quelques appels au rapprochement des peuples et voit surgir certains projets d'organisation de l'Europe. Les appels, ce sont ceux que lancent par exemple, au début de mars 1848, tournés vers les révolutionnaires français, les démocrates allemands auxquels fait écho, mieux que Crémieux très timide ou Lamartine devenu prudent, la grande voix de Victor Hugo qui présidera, en août 1849, le congrès de la Paix. Quant aux projets, on les voit éclore de divers côtés, comme l'a relevé M. Renouvin dans une communication qu'il a faite au Congrès du Centenaire de 1848[4]. En France, où tour à tour le socialiste chrétien Henri Feugeray, Emile de Girardin et Littré formulent leurs vues sur le problème. En Italie, où un Cattaneo reprend le thème mazzinien des Etats-Unis d'Europe fondé sur le principe des nationalités et l'idée républicaine. En Allemagne même et en Grande-Bretagne.

---

[4] Pierre Renouvin: *L'idée des Etats-Unis d'Europe pendant la crise de 1848.* Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848. Paris 1948, pp. 31—45.

Projets très vagues d'ailleurs, comme le seront les idées ou les propositions lancées au congrès de la Paix. Mais, si les réformateurs s'en tiennent à des formules très générales, si leurs appels ne provoquent guère de réaction, ces diverses manifestations n'en attestent pas moins la liaison qui s'est établie entre le thème de la révolution démocratique, et même sociale, et celui de l'alliance européenne ou universelle, la prise de conscience qui s'est faite de la nécessité d'une libération des peuples opprimés, condition de leur union, ou inversément, de leur union, condition de leur libération.

Or, si l'on cherche à savoir ce que signifie le peuple dans l'esprit de ceux qui s'en réclament alors, si l'on se tourne par exemple, non pas même vers un théoricien socialiste, mais vers Michelet, mais vers Lamennais, on pressent dans quelle mesure cette association de l'espoir en une réconciliation des peuples et de la nécessité d'une réorganisation de la société prépare la voie à l'Internationale. Le peuple, pour Michelet, c'est le paysan, c'est l'ouvrier, ce sont les hommes qui souffrent parce qu'ils n'ont pas de droits, mais aussi ceux qui sont capables et grâce à l'appui desquels la bourgeoisie peut espérer se régénérer. Et Lamennais, dans son *Livre du peuple,* termine une espèce de ronde des métiers par ces mots: « Ainsi, en chaque pays, tous ceux qui fatiguent et qui peinent pour produire et répandre les productions, tous ceux dont l'action tourne au profit de la communauté entière, les classes les plus utiles à son bien-être, les plus indispensables à sa conversation, voilà le peuple. Otez un petit nombre de privilégiés ensevelis dans la pure jouissance, le peuple, c'est le genre humain »[5]. Autrement dit, le peuple ce sont les travailleurs.

Mais, si important que puisse être ce travail de préparation éloignée, si favorable que soit le climat d'un siècle que domine la convergence des effets de la Révolution française et de la révolution industrielle, il n'en est pas moins évident que l'Internationale de 1864 est l'aboutissement d'une évolution qui s'est faite au sein de la masse ouvrière, qu'elle représente une étape dans l'histoire du mouvement ouvrier. Dans l'esprit de ses fon-

[5] F. L. de Lamennais: *Le Livre du Peuple.* En Suisse chez les principaux libraires 1838, p. 13.

dateurs, elle devait être une association exclusivement ouvrière. Le premier paragraphe de ses statuts n'est-il pas significatif, qui commence par ces mots: « Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... »?

C'est donc à l'intérieur du mouvement ouvrier qu'il faut aller chercher ses origines, en interrogeant ses militants ou ses théoriciens.

* * *

Une figure se détache, parmi les précurseurs, celle de Flora Tristan. Car cette descendante d'une noble famille péruvienne, qui vécut en France une existence difficile, a contribué, par la plume et par la parole, au groupement des forces ouvrières. Son *Union ouvrière,* publiée en 1843, contient en effet un plan d'union générale de la classe ouvrière. Il s'agit, écrit-elle, « 1) de constituer l'unité compacte, indissoluble de la classe ouvrière; 2) de rendre, au moyen d'une cotisation volontaire donnée par chaque ouvrier, l'*Union ouvrière* propriétaire d'un capital énorme; 3) d'acquérir au moyen de ce capital une puissance réelle, celle de l'argent; 4) au moyen de cette puissance, de prévenir la misère et d'extirper le mal dans sa racine en donnant aux enfants de la classe ouvrière une éducation solide, rationnelle, capable d'en faire des hommes et des femmes instruits, raisonnables, intelligents et habiles dans leurs professions; 5) de récompenser le travail tel qu'il doit l'être, grandement et dignement »[6].

Mais Flora Tristan ne songe pas aux seuls ouvriers français. « L'*Union ouvrière,* écrit-elle, procédant au nom de l'unité universelle, ne doit faire aucune distinction entre les nationaux et les ouvriers et ouvrières appartenant à n'importe quelle nation de la terre. Ainsi pour tout individu dit étranger, les bénéfices de l'*Union* seront absolument les mêmes que pour les Français »[7].

Le programme est vaste et généreux. Flora Tristan, d'autres passages de son livre l'attestent, a éprouvé très fortement la nécessité d'une entente entre nations, d'un dépassement du nationalisme: « N'étions-nous pas hommes avant d'être Anglais, Ita-

---

[6] Flora Tristan: *Morceaux choisis* par Lucien Schoeler. Paris 1947, p. 282.

liens ou Français, écrit-elle? Désormais notre patrie doit être l'univers...»[8]. Elle voit aussi que le développement de la technique rend plus sensible encore l'interdépendance des peuples et les pousse à une collaboration plus étroite: « Des chemins de fer, des chemins de fer! s'écriera-t-elle. Voilà les agents d'union, de confraternité, contre lesquels viendront expirer de honteux efforts! Que les peuples se mêlent, se communiquent leurs pensées; qu'ils fassent échange de leurs talents comme de choses et les querelles entre nations deviendront impossibles. Ce sont les grands qui toujours les excitent. Les peuples ne demandent qu'à vivre en paix»[9].

L'*Union ouvrière* ainsi aura un double objectif. Elle sera un instrument de l'amélioration de la condition ouvrière. Mais elle deviendra aussi, par sa présence même, par le fait qu'elle groupe des ouvriers de tous les pays, un des agents les plus puissants qui soient du rapprochement des peuples et de la paix. « Par vous, dit-elle à ceux à qui elle lance un appel à travailler à l'union universelle des ouvriers et des ouvrières, par vous, l'unité humaine constituée». Telle sera la « récompense».

Mais l'appel ne suscite guère d'échos et Flora Tristan va marcher de déconvenues en déconvenues. Elle s'est tournée, tout naturellement, vers ceux qu'elle considère comme les chefs du socialisme, vers les hommes qui pourraient grouper autour d'eux un certain nombre d'ouvriers. L'équipe de la Ruche la reçoit avec froideur. Enfantin la dédaigne, Cabet l'attaque. Seul Considérant se montre un peu plus ouvert. C'est avec peine qu'elle parvient à trouver l'aide financière dont elle a besoin pour éditer son ouvrage. Premier pas qui d'ailleurs ne l'avance guère, car son plan se heurte au scepticisme général. Flora Tristan va user ses forces au cours de longs voyages qu'elle entreprend à travers la France pour diffuser ses idées et fonder son *Union ouvrière*. Et il ne paraît pas que l'entreprise ait été connue à l'étranger.

Flora Tristan reste isolée. Mais elle n'est pas seule à songer au rapprochement des ouvriers de tous les pays. D'autres mili-

---

[7] J. L. Puech: *La vie et l'œuvre de Flora Tristan*. Paris 1925, p. 423.
[8] J. L. Puech: op. cit., p. 425.
[9] J. L. Puech: op. cit., pp. 426—427.

tants ont eu, à la même époque, des préoccupations analogues et travaillent dans le même sens. Le message envoyé en novembre 1836 par la *Working Men's Association* aux ouvriers belges n'est-il pas significatif? « La classe ouvrière, dit entre autres Lovett, disciple d'Owen et promoteur du Chartisme, la classe ouvrière ignore la situation qu'elle occupe dans la société... Notre émancipation dépend de la diffusion de ces vérités parmi les ouvriers de tous les pays ». Et Lovett n'hésitera pas à déclarer que son association a été la première à introduire « la coutume des messages internationaux entre ouvriers de différents pays » [10].

Des contacts seront établis d'ailleurs entre militants de divers pays au cours des années qui suivent, car les chefs du Chartisme, quoiqu'ils concentrent leur attention sur les problèmes politiques britanniques, ne sont pas indifférents au sort des ouvriers étrangers. Mais il s'agit essentiellement de contacts avec des réfugiés politiques. Ainsi une association fondée en 1838 par George Julian Harney se mettra en relation avec des Allemands, des Polonais et des Italiens installés à Londres; et ces réfugiés de leur côté jugeront nécessaire de se grouper et constitueront en 1844 l'association des *Démocrates fraternels* dans laquelle ils attirent un certain nombre de chartistes tels que Ernest Jones, Cooper et George Julian Harney. En décembre 1847, les *Démocrates fraternels* se donnent des statuts qui prévoient que les membres de toutes na-

---

[10] E. Dolléans: *Histoire du Mouvement ouvrier*. Paris 1936, t. I, p. 129. Dolléans a d'ailleurs relevé cette réponse faite par les Chartistes le 30 janvier 1843 à un appel qui leur avait été adressé par l'Atelier le 30 octobre 1842: «Entre l'Angleterre et la France..., ceux qui des deux côtés ont amené cette profonde division, l'ont fait par égoïsme, et ils maintiennent leur œuvre de tous leurs efforts, car ils savent bien que lorsque nous nous serrerons la main, l'heure du peuple sera venue et leur propre fin sera prochaine. Unissons-nous donc fraternellement, comme il convient à deux peuples qui se connaissent mutuellement et qui savent que leur concours peut purger l'Europe des races impies qui l'oppriment, et jeter les bases de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité.» (Ibidem, p. 189). On trouvera le texte intégral de l'adresse de la *Working Men's Association* et la réponse des ouvriers belges dans l'article publié par A. Müller-Lehning sous le titre *The International Association (1855—1859)*. International Review for Social History, t. III (1938), appendix I—II, pp. 239—245.

tionalités auront à désigner un secrétaire général et un ou plusieurs secrétaires correspondants. Le secrétaire général et les autres représentants nationaux (un par nation) constituent l'exécutif de l'association qui fait profession d'internationalisme. «Parce que nous sommes convaincus, dit leur programme, que les préjugés nationaux ont été de tous temps utilisés par les oppresseurs des peuples pour les dresser les uns contre les autres alors qu'ils devraient au contraire travailler ensemble au bien commun, notre société répudie le terme de *Foreigner*... Notre volonté est de recevoir nos camarades sans considération de nationalité, comme membres d'une même famille, la race humaine, et comme citoyens d'une seule communauté, le monde» [11].

Les *Démocrates fraternels,* dont le programme marqué par l'influence chartiste est teinté de socialisme, ne sont d'ailleurs qu'un groupement parmi bien d'autres qui à cette époque font de l'agitation politique ou sociale. Si, sur le continent, Mazzini et sa *Jeune Europe* ont attiré à plus d'une reprise l'attention, d'autres organisations n'en sont pas moins actives qui, par leur orientation nettement socialiste, préparent la voie à la future Internationale. Ainsi en est-il de ces groupes de réfugiés allemands qui, à Paris, à Bruxelles et même en Suisse ont établi des liens avec les éléments révolutionnaires: le *Deutscher Bund zur Verteidigung der Pressefreiheit,* la *Fédération des Bannis* de Venedey et de Schuster, la *Fédération des Justes* où se détachent le cordonnier Heinrich Bauer, l'horloger Joseph Moll et surtout le tailleur Wilhelm Weitling et qui, affiliée à la *Société des Saisons* de Barbès et de Blanqui, participera à l'insurrection de 1839. C'est de cette *Fédération des Justes* que va sortir la *Fédération communiste* qui, après l'élimination de Weitling, accueillera Marx et son ami Engels, substituera le marxisme à son babouvisme et à son com-

---

[11] Cf. Th. Rothstein: *Aus der Vorgeschichte der Internationale* (Ergänzungshefte zur Neuen Zeit, 1913, p. 7). Rothstein, qui a dépouillé les journaux ouvriers de Grande-Bretagne jusqu'en 1859, fournit un certain nombre de renseignements utiles. G. M. Stekloff, qui a publié en russe, en 1918, une *Histoire de la Première Internationale* (trad. en anglais publ. à Londres en 1928 sous le titre: *History of the First International*), n'a fait que reprendre les renseignements fournis par Rothstein.

munisme philosophique et fera sien le manifeste dont elle confie la rédaction à Marx, lors de son premier congrès, dans l'été 1847.

A la veille de la crise de 1848, il semble qu'un regroupement des forces révolutionnaires soit en train de se faire. La *Fédération communiste* a fixé son comité central à Londres, mais elle a des adhérents à Paris et à Bruxelles. Elle comprend essentiellement des réfugiés allemands qui ont pris cependant des contacts dans les villes où ils se trouvent avec des Français, des Belges et des Anglais, et non pas seulement avec des socialistes, mais aussi avec des éléments démocrates et certaines associations à tendances radicales. Les *Démocrates fraternels* de Londres, ainsi, sont en relation avec l'*Association démocratique* de Bruxelles, dont Marx est un des vice-présidents, et c'est à ce titre que celui-ci va participer à Londres au meeting qui se tient le 29 novembre pour célébrer l'anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

Marx à cette occasion prononcera un discours dont Engels a résumé la thèse essentielle dans un article publié par *La Réforme* le 5 décembre 1847. « M. Marx, écrit le correspondant de *La Réforme,* déclare que l'Angleterre donnerait le signal de la délivrance de la Pologne. La Pologne, a-t-il dit, ne sera libre que quand les nations civilisées de l'Europe occidentale auront conquis la démocratie. Or, de toutes les démocraties de l'Europe, la plus forte, la plus nombreuse, c'est celle de l'Angleterre organisée sur toute l'étendue du pays. C'est en Angleterre que l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé, que la lutte décisive entre les deux classes de la société devient de plus en plus inévitable. C'est donc en Angleterre que commencera, selon toute probabilité, le combat qui se terminera par le triomphe universel de la démocratie et qui brisera aussi le joug de la Pologne. C'est de la victoire des chartistes anglais que dépend le succès des autres démocrates européens » [12].

---

[12] Cité par Ch. Andler: *Le Manifeste communiste.* Paris 1901, t. I, pp. 77—78. Pour l'évolution de la fédération communiste pendant les années 1847—1848, cf. entre autre: Carl Grünberg: *Die Londoner Kommunistische Zeitschrift und andere Urkunden aus den Jahren 1847—1848.* Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, t. 9, pp. 249—282.

Marx, et c'est là ce qui fait l'intérêt de cette déclaration, ne s'est pas contenté d'un éloge de la Pologne et d'une protestation contre le sort qui lui est réservé. Il a mis en évidence l'interdépendance des intérêts des démocrates de tous les pays et conclu par l'esquisse d'un plan d'action: c'est sur l'Angleterre qu'à son avis l'effort doit être porté. L'orateur en outre a rappelé qu'il avait été chargé d'un mandat par les démocrates de Bruxelles: il demande aux démocrates de Londres, et par eux aux démocrates d'Angleterre, d'organiser un congrès des travailleurs, afin d'établir partout la liberté dans l'univers [13].

Le discours est d'un homme prudent qui parle au nom d'une association démocratique, sans faire état de sa qualité de membre de la *Fédération communiste*. Le Manifeste, lui, aura un autre ton, car c'est la lutte des classes qui en forme le thème, c'est le prolétaire qui en est le centre et non plus quelque démocrate à la position politique mal définie. « Il est grand temps pour les communistes, dit le préambule, d'exposer ouvertement aux yeux du monde leurs vues, leurs buts, leurs tendances, et d'opposer à la légende puérile du spectre communiste un manifeste authentique du parti lui-même » [14].

Et le même Manifeste se termine par l'exposé d'un plan d'ensemble dont les communistes devront, en Angleterre, en France, en Suisse, en Allemagne et en Pologne s'inspirer dans leur action politique. A quoi succède la formule finale, le célèbre « Prolé-

---

[13] Le compte-rendu de la *Northern Star* du 4 décembre 1847 (cité par Dolléans, op. cit., pp. 215—216) est sur ce point plus explicite: Marx, après avoir proposé la réunion du Congrès, en montre brièvement l'utilité: «Les classes moyennes et les libre-échangistes ont tenu un congrès; mais leur fraternité n'est qu'unilatérale; le jour où ils s'apercevraient que de tels congrès doivent profiter aux travailleurs, alors leur fraternité cesserait et leurs congrès seraient dissous.»

La proposition d'ailleurs sera très bien accueillie et le chartiste George Julian Harney, au nom des *Démocrates Fraternels* de Londres, prendra l'engagement d'envoyer des délégués au congrès projeté. Quelques jours plus tard en effet, les *Démocrates fraternels* de Londres décideront de demander à leurs frères de Bruxelles de fixer ce congrès au 25 octobre 1848, jour anniversaire de la révolution belge. (*Northern Star,* 18 déc. 1847, cité par Rothstein, op. cit., p. 8).

[14] Ch. Andler: *Le Manifeste communiste,* p. 19.

taires de tous les pays, unissez-vous», qui va se substituer au mot d'ordre des chartistes: «Tous les hommes sont frères».

On mesure ainsi le pas que le Manifeste communiste fait faire au mouvement ouvrier vers l'organisation d'une Internationale. Car ce n'est pas seulement une analyse de la situation des classes ouvrières en Europe qu'il a donnée, non pas seulement une explication de l'histoire qui en elle-même prépare l'unification de l'action ouvrière, mais aussi un plan de travail immédiat par lequel les militants ouvriers se voient assigner une mission.

Mais le Manifeste communiste de Marx va rester, pendant de longues années encore, inconnu de la plupart des ouvriers. Les tentatives révolutionnaires de 1848 échouent d'ailleurs les unes et les autres, en Allemagne, en Italie et dans l'Empire autrichien comme en France. Les socialistes ont été trop peu nombreux pour créer un mouvement de masse sufisamment puissant. L'Europe a explosé avant que les adversaires des régimes qui étaient visés aient eu le temps de se préparer aux responsabilités de la reconstruction. La conscience d'une solidarité du prolétariat international n'existe encore que chez quelques isolés. Et si les plus dynamiques des socialistes français, sensibles au messianisme révolutionnaire hérité de la grande aventure militaire commencée en 1792, se montrent favorables à une politique d'intervention armée en faveur des forces de révolution, le gouvernement, lui, qui craint des complications, s'arrangera pour calmer les passions et canaliser le mouvement [15]. Quant au chartisme, dont l'influence est dépuis quelques années déjà en déclin, il ne manifestera sa présence en 1848 que par une faible tentative d'intimidation dont les résultats seront pitoyables.

Marx et Engels, après avoir lutté en Allemagne et engagé aussi avant qu'ils le pouvaient les faibles forces de leur *Fédératation communiste,* devront finir pas s'incliner. «Une révolution n'est possible, écrit Marx lui-même en 1850, que dans les périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et la forme de production bourgeoise, entrent en conflit les unes

[15] Cf. à ce propos Georges Duveau: *Les relations internationales dans la pensée ouvrière (1840—1865),* publié dans les «Actes du Congrès historique du centenaire de la révolution de 1848», Paris 1948, pp. 277—283.

avec les autres »[16]. Or la crise économique qui a rendu possible l'explosion de 1848 est passée. Les années qui suivent celles de la révolution voient un nouvel essor des affaires. « Une nouvelle révolution, poursuit Marx, ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise, mais l'une est aussi certaine que l'autre »[17]. Cette appréciation équivaut à une condamnation à mort de la *Fédération communiste* qui momentanément n'a plus de raison d'être[18]. Marx pour l'instant se concentre sur ses études théoriques.

* * *

Mais l'agitation socialiste n'en persiste pas moins en Angleterre sous une forme d'ailleurs très atténuée et dans des cercles restreints. Londres abrite, au lendemain des mouvements révolutionnaires de 1848 et 1849, un nombre relativement élevé de réfugiés politiques qui convergent d'un peu partout vers la capitale britannique, un des seuls asiles qui leur restent.

Ces hommes rapprochés par l'exil et qui n'ont rien perdu, malgré la défaite, de leur passion révolutionnaire, nourrissent leur vie de projets, de correspondance, de rencontres secrètes et de manifestations publiques où s'étalent les rivalités personnelles et s'accusent en même temps les divergences dans les conceptions politiques. Il y a là des Allemands démocrates ou socialistes, Prussiens, Rhénans ou Bavarois, dont Marx et Engels suivent, en observateurs cruels et à demi intéressés, les ébats. Chez les Français, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Félix Pyat, Talandier[19]. A l'arrière-plan, Polonais, Hongrois, et quelques Russes, tandis que surgit de temps à autre devant la scène l'inlassable Mazzini. Parmi ces étrangers, quelques Anglais, d'anciens chartistes tels Ernest Jones et George Julian Harney.

---

[16] *Les luttes de classes en France,* Paris, Editions sociales, 1946, p. 101.

[17] Ibidem, p. 102.

[18] Cf. à ce propos la *Correspondance de K. Marx et F. Engels* (traduction française par J. Molitor), Paris 1931, t. III, p. 161.

[19] Alexandre Zévaès a donné quelques renseignements intéressants sur l'activité des Français réfugiés à Londres dans l'article intitulé: *Les proscrits français de 1848 et de 1851 à Londres.* «La Révolution de 1848», t. XX, pp. 345—375, et t. XXI, pp. 94—114. Cf. en outre l'étude plus approfondie de A. Müller-Lehning, op. cit., p. 201—212 et 246—250.

Pareil milieu, aussi hétérogène, serait assez favorable à la formation d'une association révolutionnaire internationale, dont les réfugiés constitueraient tout naturellement le noyau, si la diversité de leurs origines sociales ou nationales et de leurs préoccupations ne les éloignait les uns des autres, autant que la confusion intellectuelle dans laquelle ils se complaisent. Démocrates? Socialistes? Que sont-ils au juste? Ils ne le savent guère et les discours qu'ils échangent lors des meetings qui se succèdent, lors des anniversaires des fêtes révolutionnaires, ne les aident pas à voir plus clair dans la pensée des autres et même dans la leur.

Dans cet enchevêtrement d'entreprises et d'intrigues, parmi ces associations à l'existence éphémère, une préoccupation persiste qui crée malgré tout un lien entre tous ces hommes: celle de l'union de toutes les forces, nécessaire au changement que l'on espère de l'ordre social. C'est sans doute dans cet esprit que George Julian Harney a reconstitué, en automne 1849, l'association des *Démocrates fraternels* dont le programme publié en octobre commence par l'affirmation de la nécessité d'une entente entre nations et du rapprochement fraternel des prolétaires de tous les pays [20]. Harney s'efforce d'ailleurs de mettre ces principes en pratique en venant en aide à ses camarades étrangers qui, réfugiés à Londres, n'ont pas de moyens d'existence. Mais les appels qu'il lance dans la « Democratic Review » n'auront guère de succès et c'est à grand' peine qu'il parvient à récolter quelque argent.

L'action politique des *Démocrates fraternels* n'est guère plus efficace. Quelques meetings signalent leur existence et leur permettent d'exprimer leur ferme espoir d'une revanche prochaine. Le 21 novembre 1849, Harney salue les réfugiés français, Ledru-Rollin, Arago, Considérant et Pyat. La fête de fin d'année donne l'occasion au même orateur de dire quels sont ses vœux les plus chers: « Nous devons exiger, s'écriera-t-il, le principe de fraternité à la place où se trouvaient les religions aujourd'hui écartées. Ce

[20] Th. Rothstein, op. cit., p. 21 ss. Cf. aussi *Democratic Review,* t. I, pp. 177—179 et surtout pp. 201—207. La *Democratic Review* n'aura qu'une existence éphémère, de juin 1849 à septembre 1850.

principe, nous ne devons pas l'inscrire uniquement sur nos drapeaux, mais le conserver dans nos cœurs; nous devons enfin l'imposer comme règle de notre action. Si nous le faisons, aucune puissance ne pourra empêcher notre victoire. Le drapeau rouge fera le tour du monde et rassemblera les nations »[21]. En 1850 les manifestations se succèdent: un jour, on fête la victoire des socialistes français aux élections; un autre, c'est la sortie de prison d'Ernest Jones qui groupe les *Démocrates fraternels*. Les incidents que provoque en septembre la malencontreuse visite du maréchal von Haynau viennent à point pour réchauffer le zèle des militants. Puis c'est en novembre la commémoration presque traditionnelle de la révolution polonaise de 1830 et, à la fin de l'année, une rencontre où Engels a l'occasion d'expliquer les causes de l'échec révolutionnaire en 1848—49.

L'année 1851 ne sera guère moins chargée. En février deux manifestations: l'une à la mémoire du général polonais Bem, combattant de la révolution hongroise; l'autre en commémoration des journées de février 1848. En avril vient un hommage à Robespierre, en mai une manifestation en faveur de Kossuth qui, bientôt libéré, fera une entrée triomphale à la fin de l'année dans la capitale de Grande-Bretagne. En 1852, les fêtes commémoratives reviennent à leurs dates, séparées par d'autres manifestations que suggèrent les circonstances. Le coup d'Etat de décembre fournit à la passion politique un nouvel aliment et devient un des thèmes favoris des orateurs. Mais à part ce fait nouveau, c'est encore à Robespierre que l'on rend hommage en avril, et à la Pologne en août, lors de l'enterrement d'un militant de la révolution polonaise. En novembre, enfin, les *Démocrates fraternels* se réuniront pour protester contre le sort qui est réservé aux patriotes italiens. A cette occasion ils discuteront des moyens d'élargir leur action en s'appuyant en particulier sur les démocrates d'Amérique et d'Australie et en offrant encore leur concours pour la constitution d'un « fonds pour la liberté européenne ».

Mais les *Démocrates fraternels,* malgré toute l'énergie d'un Harney, ne parviendront pas à durer. Le mouvement même est déchiré par les rivalités personnelles. Harney en particulier se

[21] Ibidem, p. 23.

heurte à Ernest Jones qui cherche, lui, à faire revivre le mouvement chartiste. D'autres adversaires surgissent, dont Marx et Engels, dans la coulisse, ne sont pas les moins efficaces [22]. Harney finalement se découragera, quittera Londres et bientôt après son pays même. Sa retraite marque la fin de cette association à laquelle il avait pendant quelques années donné ses forces.

Son effacement coïncide avec la réapparition au premier plan d'Ernest Jones, son compagnon de lutte et son rival. Jones, encouragé d'ailleurs par Marx et Engels, marche dans la ligne du chartisme. En mars 1854, il obtient un premier succès en réunissant à Manchester un « Parlement du travail » qui élabore un nouveau programme d'action [23]. En automne de cette même année, Jones crée un comité pour la réception de Barbès qui vient précisément d'être libéré de prison. Ce comité dit de « bienvenue et de protestation » se propose, selon le journal de Jones, de faire une démonstration de sympathie à l'égard des exilés de France et de fraterniser avec les démocraties du continent face à la ligue des rois.

Mais Jones ne s'en tient pas à cette seule manifestation en l'honneur de Barbès. Son comité, après s'être constitué sous le nom général de « Comité d'organisation des Chartistes Londoniens », confie les questions internationales à un sous-comité de sept membres chargé de se mettre en relations avec des réfugiés de France et d'ailleurs. Bientôt du reste le comité d'organisation disparaît et il ne reste sous le nom de « Comité » que cet embryon d'internationale dont Ernest Jones assume la présidence et où se retrouvent — selon le modèle d'organisation donné par les *Démocrates fraternels* avant 1848 et dont l'Internationale

---

[22] Cf. *Correspondance Marx - Engels,* t. II et III, passim.

[23] Rothstein (op. cit., p. 34) relève un mot très favorable de Marx qui aurait affirmé que la réunion seule d'un Parlement de cette nature marque une nouvelle époque dans l'histoire du monde. En fait Marx est plus réservé, comme le montre cette lettre du 9 mars 1854 à Engels: « J'ai reçu du Parlement du travail l'invitation à siéger comme délégué honoraire (de même Nadeau et Louis Blanc). Je leur ai adressé aujourd'hui une lettre de remerciements et j'ai rédigé quelques phrases qui, suivant l'esprit qu'on apporte à les lire, peuvent être considérées comme tout-à-fait extrêmistes ou comme très inoffensives . . . » (*Correspondance,* t. IV, p. 10).

s'inspirera pour la constitution de son Conseil général — des secrétaires pour les différentes nations.

Le comité international organisera diverses manifestations. La première sera, en février 1855, une commémoration de la révolution de 1848 et Jones à cette occasion publiera le 17 février un article dans *The People* où il affirmera la nécessité de l'entente des peuples anglais et français: « Y a-t-il un homme pauvre et opprimé en Grande-Bretagne? Y a-t-il un artisan exploité et ruiné en France? Si oui, ils appartiennent à une seule race, à un seul pays, à une seule foi, à un seul passé, à un seul présent, à un seul avenir... Qu'ils s'unissent! Ceux qui oppriment l'humanité sont bien unis, même lorsqu'ils font la guerre. Ils sont unis sur un point qui est le maintien des peuples dans la misère et la sujétion. Chaque démocratie n'est pas assez forte pour briser seule son propre joug; mais elles disposent ensemble d'une force morale, d'une force accrue à laquelle rien ne peut résister. L'alliance des peuples est d'une importance vitale, car leur mésentente, le maintien des antipathies nationales peuvent seuls sauver les monarchies de leur chute. Rois et oligarques jouent leurs dernières cartes: nous pouvons déjouer leur manœuvre. Aucun mouvement des temps modernes n'a autant d'importance que cette alliance internationale qui doit être proclamée à la grande rencontre de St. Martin's Hall »[24].

Et le même Jones prendra la parole au meeting pour en préciser le sens, affirmant qu'il ne s'agit pas d'une lutte contre une aristocratie, de la destruction d'une tyrannie bientôt remplacée par une autre. Mais bien de la liquidation du capital. Car l'humanité est divisée en esclaves et en maîtres et, tant que le capital commande au lieu d'être au service du travail, l'homme, quel que soit le régime politique, est un esclave[25].

Le Comité international organisera d'ailleurs en cette même année 1855 d'autres meetings de protestation contre les poursuites

[24] Cité par Rothstein, op. cit., p. 36. Cf. en outre les réflexions de Marx sur l'activité de Jones et sur cette manifestation dans sa lettre du 13 février 1855 à Engels. (*Correspondance,* t. IV, p. 104). Pour plus de détails sur l'activité du comité international, voir A. Müller-Lehning, op. cit., pp. 212—222.

[25] Rothstein, op. cit., pp. 36—37.

dont les réfugiés sont l'object de la part du gouvernement britannique. Et l'un d'entre eux, présidé par Jones avec la participation de Ruge, la bête noire de Marx, se terminera par l'adoption d'un manifeste où les revendications sociales se mêlent à l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au cours de l'année suivante, le Comité international se montre encore plus actif. Après le meeting, qui devient annuel, de février organisé avec l'appui de la *Commune révolutionnaire* [26], vient en avril une rencontre avec une délégation ouvrière française qui propose la formation d'une ligue universelle des travailleurs, selon un plan qui paraît bien dans la ligne de l'*Union ouvrière* de Flora Tristan. Car il ne s'agit pas pour ces Français d'entreprendre une action politique, mais au contraire économique; de s'unir sur le plan de la profession, de constituer, par la contribution de chacun, un capital qui échappe aux capitalistes et devienne dans la main des ouvriers un moyen d'émancipation [27].

Mais le Comité international n'en poursuit pas moins son action et sa propagande. En mai 1856, il lance un nouveau manifeste où il insiste sur la nécessité d'élargir son action et de fonder une Internationale. Après un préambule où se retrouvent quelques-unes des fleurs de la rhétorique révolutionnaire sur le lien qui existe entre les empires, les monarchies et les guerres par opposition au régime républicain qui signifie la paix, le manifeste s'achève sur ces mots: « Nous ne voulons pas terminer sans vous soumettre un plan pour la réalisation de ce que nous considérons comme essentiel à la poursuite de notre œuvre de rapprochement. Ce plan consiste en un élargissement du Comité international, presque fatalement condamné à l'impuissance étant

[26] C'est dans la *Commune révolutionnaire* que se sont retrouvés un certain nombre de blanquistes et de socialistes révolutionnaires de diverses tendances. Le fondateur en est Félix Pyat qui, contraint de quitter la France, a gagné la Suisse, puis, après le coup d'Etat du 2 décembre, Londres où il va retrouver quelques Français exilés dont Caussidière, l'ancien préfet de police de 1848, et l'avocat Alfred Talandier. La *Commune révolutionnaire* se signalera à l'attention par divers manifestes publiés entre 1852 et 1856. Cf. à ce propos l'article d'Alexandre Zévaès cité plus haut, note 19.

[27] Cf. Th. Rothstein, op. cit., pp. 40—41.

donné le petit nombre et la pauvreté de ses membres, en une association internationale ouverte aux hommes de tous les pays et qui ne doit pas compter un seul comité international dans une des villes de l'Europe, mais des comités internationaux dans un aussi grand nombre de villes que possible. Nous ne pouvons pas pour le moment parler plus amplement sur les moyens de créer dans un très grand nombre de pays une association internationale, de centraliser ses ressources et ses entreprises. Nous disons simplement que si vous approuvez ce plan, nous émettrons des cartes de membres, dont la possession contre un paiement de 6 pence par trimestre fera de vous un membre de l'Internationale et vous donnera un droit de vote dans les assemblées de l'Internationale de votre pays et dans les assemblées internationales. Ainsi pourrons-nous organiser un corps nombreux, riche et puissant » [28].

Et le Comité international va tenter de passer des projets aux actes. Le 10 août 1856, il tiendra un meeting en l'honneur de la révolution de 1792 et au cours duquel une résolution sera adoptée, recommandant au Comité international, à la *Commune révolutionnaire,* à la Société des communistes allemands, à celle des chartistes anglais, à celle des socialistes polonais et à tous ceux qui, sans appartenir à une de ces sociétés, sont membres éligibles de l'association internationale, « d'entrer dans une alliance de manière à s'entr'aider dans toutes les entreprises visant au triomphe de la république universelle, démocratique et sociale ».

« Ces sociétés, poursuit la résolution, s'engagent en conclusion à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour pousser les citoyens de tous les pays à organiser des sociétés nationales socialistes et révolutionnaires, à les lier les unes aux autres par le moyen d'une association générale... et à préparer ainsi la révolution future — cet objectif que les révolutions passées n'ont pu atteindre pour n'avoir pas su pratiquer la loi de solidarité sans l'observation de laquelle il n'y a de salut ni pour les individus ni pour les peuples » [29].

---

[28] Ibidem, p. 41.

[29] Ibidem, p. 42. Selon A. Müller-Lehning, ce 10 août marque la date de la fondation de l'Association internationale. Pour plus de détails, nous renvoyons à son étude, déjà citée, pp. 222—238 et appendices V, VI et VIII.

Mais il ne paraît pas que cet effort d'organisation ait été, plus que les précédents, couronné de succès. Au contraire, les manifestations du Comité international se font depuis lors plus rares, à notre connaissance tout au moins. En 1857, il organise encore à St. Martin's Hall un meeting en souvenir de la révolution de 1848, où Schapper, Pyat, Talandier, Nadaud prendront la parole. En novembre, c'est au même endroit, mais on ne sait sous la direction de qui, un meeting en l'honneur de la révolte polonaise de 1830. Au cours de l'année 1859, on signale quelques manifestations encore; en juin en souvenir des journées de juin 1848, en septembre à la mémoire de Robert Blum et, quelques jours plus tard, en commémoration de la révolution polonaise de 1830. A un rythme régulier les fêtes, devenues maintenant rituelles, de la religion révolutionnaire, se succèdent. Mais il n'est pas possible de savoir si c'est le Comité international qui les organise ou cette « Association internationale » dont parle Rothstein et à laquelle Marx fait allusion [30]. Seuls reviennent des noms connus, allemands pour la plupart: Schapper, Lessner, Wilhelm Liebknecht.

Le Comité international ainsi disparaît, non sans avoir fourni une contribution précieuse à la préparation de l'Internationale dont il est, par certains aspects, une préfiguration. C'est grâce à lui, successeur des *Démocrates fraternels,* que le thème de l'Internationale s'est affirmé et maintenu dans les années 1854 à 1859. Son influence sans doute n'a guère dépassé des cercles assez étroits de réfugiés et d'anciens chartistes qui continuent de croire à la priorité de l'action politique. Mais elle n'en est pas moins efficace par l'agitation même que le Comité entretient dans l'opinion ouvrière.

D'ailleurs, au moment où ce Comité s'évanouit dans la nuit de l'histoire, le thème de l'Internationale brusquement éveille de plus larges échos. Une évolution s'est accomplie dans les masses ouvrières britanniques, dont les chefs, après de longues années de luttes dans le cadre de leurs professions, s'ouvrent aux problèmes politiques. * * *

[30] Ibidem, pp. 42—43. Cf. encore la lettre du 18 mai 1859 de Marx à Engels (*Correspondance,* t. VI, pp. 50—55).

1860 voit en effet s'affirmer une nouvelle équipe, disons même plus, une nouvelle génération de militants ouvriers. Après quelques années de paix sociale relative qu'expliquent l'essor de l'économie britannique au lendemain de l'adoption du libre-échange, et dans une certaine mesure aussi l'attraction qu'exerce le mouvement coopératif, la crise de 1857, cette crise que Marx et Engels attendaient, espéraient [31], a provoqué de nouvelles tensions. L'agitation sociale reprend, dans le bâtiment en particulier et dans l'industrie des vêtements; le mouvement syndical gagne en force. Peu à peu, de la foule des petites associations de résistance ou de secours mutuels qui groupaient les ouvriers tantôt dans une localité, tantôt dans une province, tantôt dans un groupe d'entreprises d'un secteur déterminé, il se dégage quelques grandes unions qui s'étendent sur l'ensemble du territoire national. Et à la tête de ces unions se trouvent des hommes de métier et non pas des bourgeois, des hommes qui se sont imposés à leurs camarades par leurs qualités d'administrateurs, par leurs capacités à concevoir des vues d'ensemble.

Ces chefs syndicalistes, presque naturellement, vont être amenés à coordonner leur action. Au cours de la grève du bâtiment de Londres en 1859, un comité de grève s'est constitué, formé de représentants des divers métiers et dont l'action est soutenue par des syndicats de tous les pays. De cette grève, le sentiment de solidarité ouvrière va sortir renforcé et les hommes mêmes qui l'ont conduite en concluent pratiquement à l'utilité d'un organisme syndical permanent qui aurait pour mission « en cas d'urgence, de convoquer les syndicats rapidement pour qu'ils se prêtassent l'un à l'autre avis ou assistance selon que les circonstances le demandaient » [32]. On n'en reste pas à cette première impression et le 1er juillet 1860 a lieu la première réunion du Conseil des syndicats de Londres, dans lequel un petit groupe d'hommes — Allen, représentant des mécaniciens, Applegarth,

---

[31] « La crise, écrit Engels le 13 novembre 1857 à Marx qui s'était félicité de la justesse de ses prévisions, la crise... me fera physiquement autant de bien qu'un bain de mer. En 1848, nous disions: Voici venir notre temps. Et il est venu d'une certaine façon. Mais à cette heure il vient complètement; il s'agit d'une lutte à mort » (*Correspondance,* t. V, p. 122).

représentant des charpentiers, Odger, cordonnier, Guile, fondeur de fer, Coulson, maçon [33] — va jouer un rôle prépondérant, de telle façon que, comme le remarquent Sidney et Beatrice Webb, « le Conseil devient en fait un Comité mixte des agents des grandes sociétés nationales » [34].

Or ces chefs syndicalistes ne limiteront pas leur intérêt et leur action au domaine strict de l'organisation professionnelle. Sans doute ont-ils pour objectif l'amélioration des conditions de vie des ouvriers syndiqués, qu'ils comptent obtenir par des négociations ou par des luttes menées dans le cadre de la profession, mais aussi dans le cadre de la société existante. Pourtant ils ne se désintéressent pas pour autant des problèmes politiques. Au contraire, la prudence dont ils font montre dans la question des affaires de leurs syndicats contraste avec l'énergie qu'ils déploient dans la lutte politique. C'est que les succès qu'ils peuvent obtenir sur ce plan doivent avoir pour conséquence, à leur avis, une amélioration de la condition sociale de l'ouvrier. Aussi participeront-ils activement à la grande campagne qui se développe pour la réforme électorale. Dès 1859, quelques associations se constituent, qui visent à préparer précisément cette réforme politique. Certains militants ouvriers, parmi lesquels d'anciens chartistes comme Jones, y pénètrent aux côtés de chefs radicaux et même de libéraux. En 1862, Applegarth et ses camarades créeront à leur tour leur union politique syndicale qui préconise le suffrage universel.

---

[32] D. Rjazanov, qui a étudié d'une manière très approfondie les origines de l'Internationale (*Die Entstehung der internationalen Arbeiterassoziation,* Marx - Engels Archiv, t. I, Frankfurt 1926, pp. 119—202) a sur certain points, corrigé et complété l'ouvrage de S. et B. Webb: *Histoire du Trade Unionisme* (trad. fr., Paris 1897), plus particulièrement sur l'histoire interne du Conseil des syndicats de Londres.

[33] La liste de présences, lors de la première séance du Conseil, ne porte aucun de ces cinq noms, mais bien ceux d'autres syndicalistes moins connus parmi lesquels se détache cependant W. R. Cremer, charpentier, qui jouera un rôle important. Les constructeurs de machines, les relieurs, les typographes et les fondeurs n'ont eu de représentants que plus tard. Cf. Rjazanov, op. cit., p. 129.

[34] Webb, op. cit., p. 259.

Mais l'attention que les membres du Conseil des syndicats vouent aux problèmes politiques qui se posent dans leur pays ne les empêche pas de regarder au delà des frontières. Au contraire, ils s'associent, par des manifestations publiques analogues à celles qui se sont succédé entre 1850 et 1860, aux luttes que poursuivent sur le continent les libéraux ou les radicaux. Pour quelles raisons? George Howell, le maçon, qui fut alors un des grands chefs syndicalistes et qui jouera un grand rôle dans l'Internationale, l'a rappelé quelques années plus tard [35]. Le sort de la Pologne, selon lui, a suscité une vive sympathie parmi les militants ouvriers, d'autant plus que les réfugiés polonais, organisés à Londres en une association polonaise, ont des contacts fréquents avec eux. Le déclenchement de la guerre d'indépendance italienne a éveillé d'autre part, poursuit Howell, un très grand enthousiasme parmi les ouvriers britanniques pour une Italie libre, « libérée de ses mauvais tyrans et de la domination des prêtres ». D'ailleurs, constatera Howell à une autre occasion, « Mazzini était alors connu personnellement de beaucoup d'entre nous, et Garibaldi bientôt devint une idole » [36]. Enfin, la guerre de Sécession a éveillé dans les masses ouvrières en Grande Bretagne des échos profonds. Un grand nombre de chefs politiques prirent fait et cause pour le Nord contre le Sud, c'est-à-dire contre l'esclavage; et cela malgré les conséquences désastreuses qu'avait pour eux cette guerre.

Ainsi, ce sont les problèmes internationaux de l'époque qui incitent les chefs syndicalistes à s'intéresser à ce qui se passait au delà des frontières de la Grande-Bretagne et à prendre contact avec des camarades d'autres pays. Mais d'autres questions qui

---

[35] Cf. Howell dans *The Nineteenth Century,* July 1878. Les papiers de G. Howell, conservés à la *Bishopsgate Library* de Londres, sont une source très précieuse pour l'historien de l'Internationale. Rjazanov les a partiellement utilisés; de même R. W. Postgate qui en donne dans le Marx-Engels Archiv (t. I, pp. 441—447) un bref aperçu. M. G. Jonescu, qui a bien voulu procéder pour nous à un dépouillement de cette collection, nous a fourni des renseignements grâce auxquels il nous a été possible de compléter Rjazanov sur certains points.

[36] G. Howell: *Labour Legislation, Labour Movement and Labour Leaders.* Cité par Rjazanov, op. cit., p. 149, note 2.

les touchent plus directement contribuent également à cette évolution. Le développement des moyens de communication, qui intensifie les échanges internationaux, accroît la concurrence et facilite le déplacement de la main-d'œuvre d'un pays à l'autre, doit entraîner tout naturellement un élargissement du champ visuel des militants ouvriers et de la notion même de solidarité ouvrière. Ceux qui subissent les effets de la concurrence savent désormais qu'il ne suffit plus pour garantir leur sécurité matérielle de s'organiser à l'intérieur des frontières. La démonstration en sera faite lors de la seconde grève de bâtiment de 1861, qui voit les patrons s'organiser pour faire venir de la main-d'œuvre du continent [37].

Ces grèves du bâtiment d'ailleurs, qui étaient engagées, comme le relève Howell, non pas pour des questions de salaires, mais afin d'obtenir la réduction de la journée de travail à neuf heures, devaient avoir de larges échos sur le continent, et cela d'autant plus que la seconde se termine par la victoire des grévistes. Les ouvriers parisiens même ont à cette occasion manifesté d'une manière tangible leur sympathie [38].

Ainsi des relation commencent à s'établir entre ouvriers par dessus les frontières [39]. Le geste des ouvriers parisiens en est

---

[37] Le 21 avril 1861 arrivaient à Londres, selon une note relevée dans la *George Howell's Collection,* 90 ouvriers étrangers.

[38] Le Conseil des Trade Unions évoquera à plusieurs reprises ce geste des ouvriers parisiens: dans sa séance du 20 mai 1862, lorsqu'il discute de l'aide qu'il faudrait pouvoir donner en témoignage de reconnaissance aux imprimeurs parisiens alors en grève *(The Minute Book of the London Trades Council)* et plus tard encore dans une séance du 5 juillet 1864 (Ibidem). Howell d'ailleurs fait allusion, dans une lettre qu'il adresse le 29 avril 1872 à Walter Morrisson, M. P., à l'aide que fournirent les «bronziers» parisiens *(George Howell's Collection).* La lettre contient une erreur et place en 1863 la seconde grève du bâtiment à Londres.

Rjazanov signale d'autre part que les positivistes furent d'utiles intermédiaires et relève en particulier une brochure de Fabien Magnin, membre de la Société positiviste, publiée à Paris en octobre 1861 sous le titre: «Lettre sur la grève des ouvriers du bâtiment de Londres».

[39] Signalons encore cette note publiée par le *Reynolds Newspaper* qui signale que, les 16, 17 et 18 mai 1861, 1650 ouvriers anglais font à Paris un voyage organisé par les *Southern Railways,* au cours duquel ils sont chaleureusement accueillis par la population et les autorités.

un témoignage. Puis à la fin de cette même année 1861, c'est l'Association générale des travailleurs napolitains qui s'adresse aux camarades anglais en leur demandant de les aider à assurer l'unité et la liberté de l'Italie et à « organiser le travail »[40]. L'adresse des travailleurs napolitains parviendra au début de janvier au Conseil des Trade-Unions de Londres qui y répondra par un véritable manifeste que George Howell, alors secrétaire du Conseil, lui soumettra dans ses séances du 4 et du 18 mars[41]. Ce manifeste contient à la fois des encouragements et des réserves. Les travailleurs anglais, écrit son auteur, ont suivi avec sollicitude la lutte de leurs camarades italiens pour leur liberté et se sont réjouis de leur libération. Ils remercient les travailleurs napolitains de leur lettre, en exprimant l'espoir de pouvoir poursuivre à l'avenir cette correspondance. Puis Howell en vient à exposer les traits caractéristiques et les raisons d'être des syndicats britanniques qui ont des préoccupations sociales et non pas politiques, et qui visent essentiellement à l'amélioration des conditions de vie de leurs membres. « Nous jouissons, écrit-il, d'assez larges libertés civiles et religieuses, quoique nous soyons privés dans une grande mesure de puissance politique. C'est pourquoi nous concentrons notre énergie sur la défense de nos intérêts sociaux et nous nous efforçons d'améliorer notre condition d'ouvrier. Car nous sentons que c'est par ce moyen que nous accéderons à la puissance politique ». Et le manifeste se termine par un encouragement amical aux travailleurs napolitains.

Le Conseil des Trade-Unions décidera l'impression de ce texte[42] auquel Howell attache une grande importance puisque dans sa lettre à Walter Morrison et, plus tard, dans son article de *The Nineteenth Century,* il affirmera avec insistance que c'est dans cet échange de lettres avec les travailleurs napolitains qu'il voit le point de départ de l'Internationale. Sans doute George

---

[40] Cf. la lettre citée plus haut de G. Howell à Walter Morrisson.

[41] *The Minute Book of the London Trades Council.* Ces procès-verbaux du *Trade Council* se trouvent à Londres au siège des *Trade Unions,* 9 Guilford Place.

[42] Séances des 4, 18 mars et 20 mai (*The Minute Book of the London Trades Council*).

Howell exagère-t-il l'importance de l'événement en s'attribuant à lui, rédacteur du manifeste, un rôle assez avantageux. Car il ne paraît pas que cette correspondance avec l'Association générale des travailleurs napolitains ait eu de suite [43].

Cependant le Conseil des syndicats de Londres continue de manifester de l'intérêt aux Italiens et à la cause qu'ils défendent. C'est ainsi qu'il consacre la plus grande partie de sa séance du 20 mai à l'examen d'une lettre de Frédéric Harrisson qui lui signale que près de mille Italiens envoyés par leurs municipalités ou désignés par leurs associations de métier, viendront à Londres visiter l'Exposition et que ces visiteurs étrangers désireraient entrer en relations avec des représentants des divers métiers de Londres, afin d'échanger des informations sur les questions politiques et sociales qui les concernent. Le Conseil accueille favorablement cette proposition et décide de faire préparer par son secrétaire un projet d'adresse de bienvenue pour ces hôtes [44]. A la fin de l'année, en octobre et en novembre, des représentants des principaux syndicats de Londres et des membres du Conseil des syndicats s'occuperont avec beaucoup de zèle et d'enthousiasme de leur participation à la réception prévue en l'honneur de Garibaldi dont la visite est annoncée. Un comité sera constitué, dont font partie, entre autres, Cremer et Odger,

---

[43] Rjazanov, qui donne en note (op. cit., p. 142, note 1) l'extrait de l'article de *The Nineteenth Century,* exprime quelques doutes sur l'authenticité de l'adresse du Conseil des syndicats de Londres. Mais l'authenticité de ce texte — dont un exemplaire imprimé est collé en tête du *Minute Book* du Conseil des syndicats — ne paraît pas pouvoir être mise en doute. Nous en publions d'ailleurs en annexe (No 1) le texte dont nous avons reçu de Londres une photocopie. Nous avons rétabli de notre mieux, entre parenthèses, les mots qui, par suite d'une déchirure du papier, manquent sur cet exemplaire. Tout au plus peut-on se demander si cette Adresse a eu vraiment, comme l'affirme Howell, une si large audience sur le continent et si elle a suscité les réactions nombreuses qu'il prétend. Sur ce point les renseignements nous manquent. Nello Rosselli, dans son ouvrage sur Mazzini et Bakounine (*Mazzini e Bakounine, 12 anni di movimento operaio in Italia, 1860—1872,* Torino 1927), ne fait aucune allusion à cet échange de lettres. Il signale simplement qu'en automne 1861, la *Società operaia* de Naples compte déjà 2860 membres (p. 68).

[44] *The Minute Book of the London Trades Council.*

en vue de préparer cette réception démonstrative. Et, à la fin de novembre, le Conseil des syndicats de Londres adopte, malgré quelques oppositions, une résolution favorable à une manifestation en l'honneur de Garibaldi, le grand patriote qui travaille à la libération et à « l'élévation » de la communauté des travailleurs [45].

Mais Garibaldi se fait attendre et d'autres problèmes politiques attirent l'attention des chefs syndicalistes anglais. L'année 1863 les verra se préoccuper de la guerre de Sécession et, plus encore, du sort de la Pologne, en même temps que s'effectue un rapprochement, qui jouera un rôle décisif dans la fondation de l'Internationale, avec leurs camarades français.

* * *

Car en France, comme en Angleterre, les militants ouvriers ont opéré, dans des conditions différentes, une évolution analogue: une élite ouvrière s'est formée qui entend assumer elle-même la direction d'une politique ouvrière qui jusqu'ici avait subi fortement l'influence d'éléments et de partis bourgeois. La crise de 1848 a provoqué une rupture. Le coup d'Etat de décembre n'amènera pas de réconciliation. Mais Napoléon III, lorsqu'il pense qu'il suffit, pour s'attirer les sympathies ouvrières, de pratiquer une politique « anti-orléaniste » et « anti-bourgeoise », ou de faire du paternalisme, commet une erreur. Le militant ouvrier n'abandonne pas ses convictions. Il reste le plus souvent démocrate et socialiste. Il le restera d'autant plus que cette tutelle sous laquelle il se sent placé n'est même pas compensée par une amélioration sensible de ses conditions de vie. Le développement très remarquable sous l'Empire de l'économie française n'a pas pour effet une hausse sensible du salaire réel [46]. Ce qui frappe plutôt, c'est la stagnation des conditions matérielles de la classe ouvrière. Les

[45] *The Beehive,* 29 novembre 1862. La collection de ce journal est particulièrement utile pour la connaissance de l'histoire ouvrière de cette période. M. Jonescu a pu consulter, pour les années 1860—1862, les photocopies qui se trouvent à la *London School of Economics* et, pour les années 1862 à 1864, la collection qui se trouve à la bibliothèque des journaux du British Museum.

[46] Voir à ce propos la minutieuse étude de G. Duveau: *La vie ouvrière en France sous le Second Empire,* Paris 1946.

exigences des ouvriers se sont accrues peut-être, à cause des sollicitations plus nombreuses dont ils sont l'objet. Mais dans la plupart des cas, il ne leur est pas possible d'y satisfaire. Tandis que la richesse s'accroît, cette richesse dont une minorité bourgeoise va pouvoir profiter, tandis que le luxe s'étale plus ouvertement et que les villes s'aèrent, les masses ouvrières restent trop souvent dans un état voisin de la misère. Certes des efforts sont faits pour leur venir en aide. Mais ces efforts mêmes sont bien insuffisants. C'est que le salaire ouvrier est trop bas, trop exposé aux accidents de l'existence et aux fluctuations des prix pour que l'ouvrier se sente réellement à l'abri du besoin. A ce sentiment de gêne qui persiste, s'ajoute celui de l'impuissance. De plus en plus l'ouvrier se sent condamné à vivre dans la condition qui est la sienne. La concentration qui s'accentue des capitaux et des entreprises, la lente évolution vers un type d'organisation industrielle où domine la grosse entreprise, diminue ses chances de s'installer à son tour, de sortir du salariat pour devenir patron.

Ainsi, il est en quelque sorte exclu d'une participation à ce développement de la richesse, maintenu dans sa condition. Et il se voit en même temps rejeté peu à peu hors de certains quartiers. Car c'est bien là un des effets des travaux d'urbanisme effectués par Haussmann: cette suppression progressive de la cohabitation des bourgeois et des ouvriers, cette répartition des classes par quartier[47].

Il n'est pas surprenant que la méfiance subsiste et le mécontentement aussi, qui n'apparaît pas toujours en surface quoique les grèves soient relativement nombreuses. Et la réaction du ciseleur Tolain n'en est qu'une expression modérée lorsqu'il écrit, dans sa réponse à l'*Opinion Nationale* et aux avances des milieux «socialisants» du Palais Royal: «Il n'y a qu'un seul

---

[47] Les contemporains ont aperçu les conséquences sociales de cette transformation de la ville. Fribourg, un des chefs de l'Internationale, en parlera après d'autres dans une intervention à la Société d'Economie sociale, le 1er février 1874. La transformation de Paris a fait affluer selon lui vers la capitale «la foule des déclassés qui se retournent plus tard contre la société. Elle a d'autre part contribué à séparer les ouvriers des bourgeois».

moyen, c'est de nous dire: vous êtes libres, organisez-vous, faites vos affaires vous-mêmes, nous n'y mettrons pas d'entraves».

La netteté du ton fera grande impression aussi bien dans le monde ouvrier que sur les dirigeants de l'Empire. Cette lettre du 17 octobre 1861 [48] marque le réveil ouvrier. Tolain d'ailleurs obtiendra gain de cause dans l'affaire qui avait suscité son intervention: l'organisation de délégations d'ouvriers à l'Exposition de Londres. Chaque profession aura le droit de désigner librement ses représentants et deux cents délégués s'en iront ainsi à Londres du 19 juillet au 15 octobre.

Le voyage, on l'imagine, aura des conséquences, plus particulièrement par les contacts qu'il a permis d'établir entre ouvriers anglais et français. A Londres, une manifestation aura lieu le 5 août 1862 au *Freemason's Hall* où Français et Anglais affirmeront les uns et les autres leur conviction en la nécessité d'une entente entre les classes laborieuses de toutes les nations. Mais ce meeting est organisé par un journal coopératif, le *Working Man,* à la rédaction duquel deux Français, Joseph Collet et Alfred Talandier, sont associés. Il est placé sous le patronage d'hommes politiques et d'industriels connus dont l'un, J. Morton Peto, a été un des principaux adversaires des syndicats lors de la grève du bâtiment. Palmerston lui fera même l'honneur d'une lettre, tandis que les grands chefs du Conseil des syndicats de Londres en sont absents. C'est donc à tort qu'on a fait de ce meeting le point de départ de l'Internationale [49].

---

[48] Citée par E. Dolléans, op. cit., t. I, p. 266. On ne sait pas grand chose de la vie de Tolain jusqu'au moment où il apparaît subitement sur la scène politique de son pays. Parisien, né dans cette ville en 1828, Henri-Louis Tolain y a exercé l'état de ciseleur tout en s'initiant aux problèmes économiques et politiques. Sa première intervention est d'un homme mûr, à l'esprit clair et qui sait ce qu'il veut. Dès lors Tolain exercera une influence grandissante sur ses camarades ouvriers et jouera un rôle actif dans la vie politique française aussi bien que dans l'Internationale.

[49] Cf. à ce propos Rjazanov (op. cit., pp. 157—164) qui a repris l'histoire de cette manifestation du Freemason's Hall en s'appuyant sur les comptes-rendus qu'en donnent l'*Opinion nationale* et surtout le *Working Man,* et remis ainsi les choses au point. L'année 1862 et le voyage de Londres revêtent sans doute pour les militants français de l'Internationale

La visite n'en a pas moins une grande portée politique. Les Français ont eu l'occasion d'entrer en relations, au cours de leur séjour, avec des camarades britanniques. Ils ont fait des observations qui ne peuvent, leurs rapports d'ailleurs en attestent, que les encourager dans leur volonté d'émancipation. Certains d'entre eux, tel E. Dupont qui jouera plus tard un rôle au sein de l'Internationale, préfèrent rester à Londres d'où ils entretiendront une correspondance suivie avec leurs camarades retournés en France [50]. Un contact plus direct a donc été établi entre Paris et Londres, entre des ouvriers français et des ouvriers anglais. Et ce contact est maintenu. Bien plus, l'année suivante, ce sont

---

une signification particulière. Tolain, dans sa déposition au procès de la première commission du Bureau de Paris (op. cit., p. 49) dira: «L'Association peut indiquer son point de départ. Il date de 1862, moment de l'Exposition universelle de Londres. C'est là que les ouvriers anglais et français se sont vus, qu'ils ont causé ensemble et ont cherché à s'éclairer mutuellement». Murat, lors du procès de la deuxième commission, dit à son tour (op. cit., p. 61): «Nous ne remonterons pas plus loin que l'Exposition de Londres de 1862 où des délégués français des diverses industries ... furent reçus dans une fête offerte par les travailleurs anglais le 5 août 1862». Mais le fait est que les Français ne sont pas entrés en contact à ce moment avec les véritables chefs du mouvement syndicaliste britannique, avec ceux qui seront les fondateurs, deux ans plus tard, de l'Internationale.

[50] Murat, dans sa déposition au procès de la deuxième commission, fait, à ce propos, la déclaration suivante: «Plusieurs Français résidant à Londres faisaient partie de cette fête fraternelle; quelques délégués trouvèrent à se placer avantageusement pendant leur séjour; il suivit un échange de lettres qui augmentaient de jour en jour le besoin de constituer un centre commun de correspondances» (op. cit., pp. 62—63). Au troisième procès, Murat dit encore: «Dupont était avec moi du voyage de Londres. Il y trouva une place avantageuse et y demeura. Nous étions unis par des liens d'amitié: nous nous écrivîmes toujours depuis». (*Troisième Procès de l'Internationale des Travailleurs de Paris,* Paris 1870, p. 111.)

F. Héligon, dans son *Histoire du mouvement ouvrier de 1848 à 1870,* déclare d'autre part: «Pendant leur séjour à Londres, quelques délégués français s'abouchèrent avec les délégués anglais, belges, allemands, italiens et espagnols et, après s'être communiqué leurs impressions sur la situation des ouvriers dans ces divers pays, ils se promirent de continuer leurs relations et de se tenir au courant de ce qui pourrait survenir dans leurs pays respectifs» (cité par Rjazanov, op. cit., p. 161, note 2).

les syndicalistes britanniques qui se tournent vers leurs camarades français pour les inviter à s'engager dans une lutte commune en faveur de la Pologne.

L'organe des Trade Unions, le *Beehive,* qui dès le début de février [51] a suivi avec attention la crise polonaise et rendu compte de la grande manifestation du 29 avril en faveur de la Pologne à laquelle participent, sous la présidence du positiviste Beesley, Potter, Cremer, Coulson, Applegarth et Odger [52], s'adresse le 16 mai aux Français dont il demande l'appui. En mai, en juin, les syndicalistes vont poursuivre leur campagne [53]. Puis, le 22 juillet, nouveau meeting auquel participent les principaux membres du Conseil des syndicats de Londres avec à leurs côtés une délégation française de cinq membres. Tolain est là, entouré, selon le *Beehive,* de quelques camarades Perrachon, bronzier, Aubert, mécanicien, Bibal, instituteur, Cohadon, maçon et Murat, mécanicien. Plusieurs résolutions sont adoptées, après des interventions de Odger et Cremer, condamnant la politique du gouvernement russe, louant la Pologne et affirmant le désir de tous de lui venir en aide dans la lutte pour la défense de ses droits et de ses libertés. Tolain dira simplement quelques mots pour saluer, au nom des ouvriers français, les camarades anglais. Le lendemain, 23 juillet, dans une rencontre plus intime qui a lieu à Bell Inn, Old Bailey, le Conseil des syndicats de Londres reçoit la délégation française à laquelle Odger souhaite la bienvenue en exprimant l'espoir de voir s'approcher le jour où « les travailleurs de tous les pays seront unis », et qu'alors, au lieu de la guerre et de l'esclavage, règnent la liberté et la prospérité. Le *Beehive* qui, dans son numéro du 25 juillet, rapporte les faits, ne dit pas si Tolain à pris la parole. Mais il semble bien, après confrontation de nombreux témoignages [54], que les entretiens de ce soir aient

[51] Cf. *The Beehive,* numéros des 7, 21 et 23 février 1862.

[52] *The Beehive,* numéro du 2 mai 1863.

[53] *The Beehive,* numéros des 23 et 30 mai, 6 et 11 juin 1863.

[54] G. Howell est catégorique: «The immediate event which led to the formation of the International was a meeting in favour of the independance of Poland held in St. Martin's Hall London, in 1863, on which occasion a deputation from Paris attended. Afther the meeting, some of the leading spirit met at a public house in long Acre, and consultations

porté plus particulièrement sur les moyens d'unir les forces des travailleurs des divers pays. En fin de séance d'ailleurs, la décision est prise de confier à un comité la rédaction d'une adresse aux ouvriers français. Odger en fait partie avec Cremer et c'est à lui qu'on attribue la paternité du texte qui sera soumis le 12 novembre à l'approbation des militants dans une assemblée publique. Il s'agit avant tout d'une invitation à l'action: « Pour arrêter les abus actuels de pouvoir, dit l'adresse, nous répondons à votre cri de fraternité des peuples. Formons donc un rassemblement des représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne, de l'Angleterre et de tous les pays qui veulent coopérer au bonheur du genre humain. Ayons nos congrès, discutons les grandes questions dont dépend la paix des nations ». Et plus loin l'adresse précise: « La fraternité des peuples est d'une haute importance dans l'intérêt du travail, car lorsque nous essayons d'améliorer notre condition sociale, soit en diminuant les heures du travail, soit en haussant son prix, on nous menace toujours de faire venir des Français, des Allemands, des Belges qui travailleront à meilleur compte ». « Si cela s'est fait, poursuit l'adresse, ce n'est pas que nos frères du continent veulent nous nuire, mais faute de rapports systématiques entre les classes ouvrières de tous les pays. Nous espérons que de tels rapports s'établiront bientôt et auront pour résultat d'élever les gages trop bas, ... d'empêcher les patrons de nous mettre dans une concurrence qui nous rabaisse à l'état le plus déplorable ».

« Nous répétons: fraternisons. Entendons-nous avec tous les hommes qui n'ont rien à espérer que la paix, le développement de l'industrie et la liberté et qui veulent le bonheur pour tous sur

---

were held with a view to initiate a grand fraternity of peoples» (*The Nineteenth Century,* July 1878). Le *Times* du 27 octobre 1871 a donné de cette rencontre un exposé historique qui va dans le même sens. Enfin il est intéressant de noter que Fribourg, qui peu après va se joindre au groupe constitué par Tolain, écrit dans son livre sur l'*Internationale* (Paris 1871, p. 10) qu'en quelques heures Potter, Odger et les Français Collet et Eugène Dupont et «nombre de travailleurs de différentes nations productrices reçurent les confidences de Tolain». «Le temps manquait pour s'organiser, ajoute Fribourg, mais l'idée était lancée; déjà il eût été difficile de porter obstacle à son éclosion».

la terre entière. Nous répétons avec vous que nos premiers efforts réunis soient pour la délivrance de la Pologne »[55].

Tel est l'appel qui sera lancé aux ouvriers français. La réponse se fait attendre. Quelques mois se passent, fort remplis de part et d'autre. Le Conseil des syndicats de Londres traverse une petite crise provoquée précisément par les interventions de ses membres dans la vie politique. Certains syndicats, celui des relieurs en particulier, réagissent assez vivement et feront la critique de l'adresse. A cela Odger et les autres membres du Conseil répliqueront en précisant qu'ils n'ont jamais engagé le Conseil en tant que tel, mais qu'ils estiment avoir le droit de prendre position individuellement. Et ils continueront à suivre de près aussi bien la politique intérieure de leur pays que la politique internationale. Odger, Cremer participent avec d'autres syndicalistes à la fondation d'une nouvelle association pour la réforme électorale. Ils participent, en avril 1864, à la réception en l'honneur de Garibaldi et c'est encore eux qu'on trouve dans la députation envoyée auprès du grand homme pour le prier de ne pas s'incliner devant l'ordre du gouvernement britannique de quitter la Grande-Bretagne. Ces mêmes chefs syndicalistes, qui ne négligent aucun moyen d'améliorer la condition ouvrière, n'hésitent pas à se rendre, en décembre 1863, à une invitation du marquis de Townshend qui leur propose la création d'une *Ligue universelle pour le bien-être des classes industrieuses*. Ils en approuveront l'idée et les intentions, entreront dans le comité, lui accordant ainsi leur patronage[56].

---

[55] *George Howell's Collection*. Cf. en annexe (No 2) le texte complet de l'adresse.

[56] La lettre du marquis de Townshend a été examinée par le Conseil des syndicats dans sa séance du 8 décembre 1863 (*The Minute Book*). La première rencontre a lieu le 10 et c'est alors qu'est formé un comité dont font partie entre autres, Odgers et T. G. Facey, avec le marquis de Townshend comme secrétaire. Le *Beehive* du 23 janvier donne à la fois un compte-rendu du premier meeting de la «Ligue universelle» et de la discussion que suscite, à la séance suivante du Conseil des syndicats, le rapport des observateurs syndicalistes. Le Conseil se rallie, après qu'il à été bien précisé que les membres ne peuvent prendre position que personnellement, à une attitude de réserve sympathique. La «Ligue univer-

Les Français de leur côté ont été assez occupés par leurs affaires intérieures. La question de la candidature ouvrière rebondit lors de l'élection partielle de printemps 1864. Elle va provoquer la publication du « Manifeste des Soixante », où s'exprime, dans le « Nous ne sommes pas représentés » qui le ponctue, la volonté d'autonomie des militants ouvriers [57]. Tolain d'ailleurs a été trop absorbé par la campagne électorale dans laquelle il s'est personnellement engagé, pour répondre à l'adresse de ses camarades anglais. Il y songe pourtant, bien décidé à proposer la réunion d'un congrès international [58]. Au cours de sa campagne électorale, il fera la connaissance du républicain Henri Lefort qui, informé de ce projet de réunion du congrès, s'offre, puisqu'il doit faire le voyage de Londres, comme intermédiaire. Tolain et ses amis acceptent. Lefort se rend à Londres , où il est introduit par un jeune Français de Londres, Le Lubez [59], auprès des chefs syndicalistes qu'il trouve, dit-il, occupés à discuter de la réception à faire à Garibaldi [60]. Lefort reviendra quelque temps plus tard

---

selle » d'ailleurs ne soulèvera guère l'enthousiasme, quoiqu'elle propose à ses membres de travailler à la réduction de la journée de travail, à l'extension du suffrage et à une meilleure entente entre les travailleurs de toutes les nations. En juillet 1864, ses revenus se montent, selon le *Beehive* (3 juillet) à L 1. 4. 1. et ses dépenses à L 1. 3. 4. On comprend dans ces conditions les réflexions assez désabusées de son vice-président, le positiviste Edmund Beales.

[57] Cf. le texte du manifeste dans A. Thomas: *Le Second Empire* (Histoire socialiste, t. X, pp. 216—222).

[58] Cf. la lettre que Tolain écrit, le 14 février, à Le Lubez, qui fut un des intermédiaires les plus actifs à cette époque entre les Anglais et les Français. Nettlau en a donné de larges extraits dans une étude publiée sous le titre: *Zur Vorgeschichte der Internationale* (Dokumente des Sozialismus, t. V, 1905, pp. 324—329 et 373—377). Marx (*Correspondance,* t. VIII, p. 94) présente Le Lubez à Engels comme un homme d'une trentaine d'années, grandi à Jersey et à Londres, et qui donne des leçons de musique et de français.

[59] Cf. Nettlau, op. cit., ibidem.

[60] Tchernoff, dans son ouvrage: *Le parti républicain sous l'Empire.* (Paris 1906, p. 447) affirme tenir de Henri Lefort lui-même que celui-ci se serait rendu à Londres en 1863 au nom d'un groupe d'étudiants et d'ouvriers pour aller porter dans la capitale de Grande-Bretagne la proposition précise de constitution d'une association internationale de tra-

à Paris, mais sans faire rapport à ceux qui l'avaient délégué sur son activité à Londres, et dont il s'éloigne peu après son retour, déçu probablement par la lenteur de leurs réactions. Ce désaccord qui s'élève entre Tolain et lui va faire perdre du temps. Tandis que Tolain et son groupe, qui continuent de préparer leur voyage à Londres pour le futur congrès, le relancent, Lefort et Le Lubez travaillent de leur côté, mais sans se donner la peine de tenir le groupe Tolain au courant de leurs démarches.

Finalement Tolain apprendra qu'un meeting est prévu pour le 28 septembre 1864. Il s'y rendra, accompagné de Perrachon et de Limousin, passementier, et y présentera la réponse française à l'adresse des ouvriers anglais. Son discours, qui succède à celui de Odger, lui-même introduit par l'allocution du président le professeur Beesley, est une analyse de la situation de l'ouvrier, en même temps qu'un nouvel appel à l'action. « Travailleurs de tous

---

vailleurs. Il aurait été alors introduit par Le Lubez dans un meeting d'ouvriers anglais réunis pour discuter d'un projet de réception à faire en l'honneur de Garibaldi et présidé par Odger. Le récit est vraisemblable, car on sait que Odger présidait un comité de réception en l'honneur de Garibaldi. Il est probable cependant que le voyage de Henri Lefort à Londres a eu lieu au printemps 1864, car Le Lubez et Tolain, qui pourtant divergent d'opinion sur la portée réelle du rôle de Henri Lefort, sont d'accord pour dire que le voyage de Lefort à Londres se fit après les élections de mars 1864. On sait d'autre part que c'est en avril 1864 que Garibaldi se trouve à Londres. Cf. à ce propos l'article déjà cité de M. Nettlau qui fait une large part à l'intervention de Lefort. Lefort pensait qu'en qualité de franc-maçon, Le Lubez pourrait prendre aisément certains contacts. La question peut se poser, à ce propos, si la franc-maçonnerie a joué quelque rôle dans la formation de l'Internationale et plus particulièrement dans les relations entre Français et Anglais. Les recherches que nous avons faites ne nous ont pas permis d'aboutir pour l'instant à un résultat. Il n'y a pas de doute que Le Lubez a déplyoé une grande activité pour l'organisation de cette nouvelle rencontre entre ouvriers anglais et français. C'est ainsi qu'il a obtenu du *Beehive* qu'il publie, le 27 juillet 1864, une lettre pressante aux Anglais: « While we seem to be lying, écrit-il, under the most suicidal apathy, our French fellowworkmen are all anxiety for the coming meeting. They have elected their delegates, who are waiting with some impatience to be summoned to London with their adress to the English workmen and their plans for establishing a permanent bond of friendship and solidarity between the peoples of Europe . . . »

les pays qui voulez être libres, s'écriera Tolain, à votre tour d'avoir des congrès. C'est le peuple qui revient enfin sur la scène, ayant conscience de sa force et se dressant en face de la tyrannie dans l'ordre politique, en face du monopole, du privilège dans l'ordre économique » [61].

Après Tolain, c'est Le Lubez qui prendra la parole pour lire la traduction anglaise de l'adresse des ouvriers français et présenter aussi l'adresse de Henri Lefort, et le projet d'organisation élaboré par les Français. Ce projet prévoit un comité central résidant à Londres, composé de représentants de divers pays habitant la capitale britannique. Autour de ce comité central, des sous-comités dans les principales villes de Grande-Bretagne et du continent, sous-comités dont le centre londonien coordonne l'activité et oriente les discussions. Un congrès est prévu pour l'année 1865, qui devra se tenir en Belgique [62].

Puis Wheeler soumet au meeting le projet de résolution qui a été préparé par le comité d'organisation: « Le meeting, après avoir entendu les réponses de nos frères français, leur souhaite encore la bienvenue, et, comme leur programme est de nature à améliorer les conditions des travailleurs, l'accepte comme base d'une organisation internationale ». La résolution est adoptée, de même que la proposition de constituer aussi un comité chargé d'élaborer des statuts. Et l'on passe aussitôt à l'élection du comité dont vont faire partie, à côté de plus d'une vingtaine d'Anglais parmi lesquels les principaux chefs syndicalistes, quelques étran-

---

[61] De nombreux récits ont été faits de ce meeting du 28 septembre 1864. Tolain à donné le sien dans une lettre à l'*Opinion nationale* du 29 septembre 1864. Le même jour, Le Lubez envoyait à son ami Lefort une lettre que Tchernoff a publiée (op. cit., pp. 448—450). Mais c'est *The Beehive* qui a donné le compte-rendu le plus complet dans son numéro du 1er octobre 1864. On n'aura garde d'autre part de négliger la lettre si instructive à plus d'un égard que Marx a écrite à son ami Engels le 4 novembre (*Correspondance,* t. VIII, pp. 93—98). Enfin l'article déjà cité de Nettlau contient des renseignements intéressants.

[62] Nettlau (op. cit., pp. 328—329) a retrouvé dans les papiers du réfugié français Vésinier la traduction faite par Le Lubez du projet d'organisation conçu par Henri Lefort. Quant à l'adresse même de Lefort, elle a été publiée in extenso par Rjazanov (op. cit., p. 197 ss.).

gers résidant à Londres: Le Lubez et Jules Denoual pour la France, le tailleur Eccarius et le Dr Marx pour l'Allemagne, le major Wolff, qui passe alors pour être le secrétaire de Mazzini, pour l'Italie [63]. « Alors, dit Le Lubez dans sa lettre du lendemain à Henri Lefort, alors on a chanté *la Marseillaise* en allemand, en français et en anglais, avec une verve presque française ». L'Internationale est lancée.

* * *

Mais elle n'est pas encore fondée. Car les hommes qui se sont réunis à Londres n'ont pour la plupart qu'une idée bien peu précise de cette « organisation internationale » dont ils parlent. Bon nombre d'entre eux se sont rendus au meeting de St. Martin's Hall sans savoir au juste ce qui allait s'y passer. Tolain lui-même, si l'on en juge par sa lettre à Le Lubez [64], paraît avoir été jusqu'à la dernière minute dans l'incertitude, et le conflit qui l'opposera plus tard au groupe des Français de Londres provient sans aucun doute de cette confusion qui règne chez les uns sur les intentions, les plans et les démarches des autres. Eccarius, le 26 septembre, soit deux jours avant le meeting, écrit une lettre inquiète à Marx pour lui dire l'embarras où le plonge l'invitation qui lui est adressée à prendre la parole à une réunion publique dont il ne sait rien. « Odger, écrit-il, n'a pu me dire hier soir (après 11 heures) qu'il s'agissait de la presse, d'un congrès, d'une banque de crédit, d'entr'aide pour les voyages » [65]. Et Marx lui-même, auquel Le Lubez s'est adressé pour lui demander en particulier

---

[63] Voici la liste des membres du comité élu au meeting du 28 septembre 1864. Ce sont Blackmore, Whitlock, Fox, Nieass, Noble, Hartwell, Odger, Dell, Gray, Stainsby, Weston, Cremer, Worley, Pidgeon, Lucraft, Longmaid, Le Lubez, Wheeler, Leno, Lama, Eccarius, Tremlett, Howell, Jules Denoual, Shaw, Shearman, Osborne, Richardson, Facey, Goddart, Kethrik, Bocquet, Major Wolff, Marx. Des notices biographiques de chacun des membres de ce comité provisoire ont été publiées dans un petit volume de documents préparés par l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou, et dont une traduction anglaise a paru à New-York en 1937 sous le titre: *Founding of the First International: a Documentary Record.*

[64] Cf. Nettlau, op. cit., p. 328.

[65] Cf. Rjazanov, op. cit., p. 189.

le nom d'un ouvrier allemand susceptible de parler au meeting, ne semble guère très au fait des intentions précises des organisateurs du Congrès [66].

Les difficultés du reste ne proviendront pas uniquement de ces confusions dans la préparation du meeting et d'un certain flottement dans l'organisation. En fait, les participants au meeting du 28 septembre n'ignoraient pas qu'il y serait question d'une organisation ouvrière internationale. Il ne leur est pas difficile de s'accorder sur le principe de cette organisation. Mais on ne va guère au delà. C'est que les représentants ouvriers ou les socialistes des divers pays arrivent tous marqués par les préoccupations qui leur sont propres. Ils ont subi dans leur formation des influences différentes et en arrivent à conclure à la nécessité d'une organisation internationale pour des raisons fort diverses.

Voici tout d'abord les syndicalistes britanniques qui représentent, comme le dit Elie Halévy, des « syndicats d'affaires organisant des systèmes de mutualité et des fonds de grève » [67]. Leur objectif n'est pas la suppression du capitalisme, mais l'amélioration de la condition ouvrière au sein du régime. Nulle allusion dans leur manifeste à quelque thèse « socialiste » [68]. Nulle

---

[66] Cf. sa lettre déjà citée du 4 novembre 1864 à Engels (*Correspondance,* t. VIII, pp. 93—98).

[67] Elie Halévy: *Histoire du Socialisme européen.* Paris 1948, p. 149.

[68] Max Beer, l'auteur de la *Geschichte des Sozialismus in England* (Stuttgart 1913), a publié dans le *Vorwärts* du 28 sept. 1904, à l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation de l'Internationale, une lettre fort intéressante que lui avait adressée le professeur Beesley. En voici un passage, cité d'ailleurs par Rjazanov (op. cit., p. 192): «Die erste Versammlung der Internationalen Arbeiter Association, bei der ich den Vorsitz führte, bestand hauptsächlich aus englischen Trades Unionisten, den intelligentesten und den sich für öffentliche Angelegenheiten am meisten interessierenden Elementen (the most public spirited members) der Arbeiterklasse. Wenige, vielleicht gar keine unter ihnen, gehörten irgendwelcher sozialistischen Schule an. Die meisten von ihnen, glaube ich, würden gezaudert haben, den Namen Sozialist anzunehmen. Sie wollten nur das parlamentarische Wahlrecht, um die gewerkschaftsfeindlichen Gesetze beseitigen zu können. Sie schlossen sich der «Internationale» an, weil sie von einem warmen brüderlichen Gefühle für ihre kontinentalen Arbeitsgenossen getragen waren, mit denen sie sich enger verbunden fühlten als mit den

trace du thème de la lutte des classes. Mais une protestation contre les abus du pouvoir et un appel à la fraternité des peuples dont les représentants doivent se réunir au congrès pour que le droit l'emporte sur la force et les intérêts de la majorité sur les « privilèges de la minorité ». Le travail sans doute a aussi sa part dans sa proclamation. Mais ne c'est pas pour revendiquer en son nom une destruction de l'ordre social. Non. L'objectif est plus modeste et la préoccupation essentielle paraît bien être la limitation de la concurrence entre ouvriers des diverses nations.

Les Français en revanche ne sont pas, comme leurs camarades britanniques, les chefs de puissantes organisations ouvrières reconnues, influentes, entraînées au combat ouvert et fières de victoires récentes. Ceux d'entre eux qui viennent du continent — car ce sont ceux-là, et non pas les exilés de Londres, qui constitueront le noyau de la branche française de l'Internationale —, Tolain donc et ses camarades sont de petits artisans qui viennent à peine de s'affirmer au sortir de la période de sommeil qu'à traversée la France sous le régime de l'Empire autoritaire. Ils ont subi l'influence de Proud'hon, quoiqu'il ne faille pas en exagérer l'importance car la réaction étonnée du vieux militant socialiste devant la publication du « Manifeste des Soixante » prouve suffisamment que ces ouvriers sont capables d'exprimer leur pensée [69]. L'adresse que Tolain lit à Londres, au meeting du 28 septembre, est d'un ton plus vigoureux, d'une pensée plus ferme, plus mûre que celle de ses camarades britanniques. L'accent y est mis sur les problèmes économiques, sur la nécessité de la lutte contre le monopole et les privilèges économiques. Tolain a su déceler les conséquences du progrès industriel, de la division du travail et du libre-échange sur la condition de l'ouvrier. Il dénonce le danger que présente pour le travailleur la concentration industrielle et financière, ou même le paternalisme. Il

---

reichen Klassen ihres eignen Landes. Sie glaubten, die Internationale könnte dazu beitragen, Völkerkriege zu verhindern und den Militarismus zu entmutigen.»

[69] Cf. à ce propos P. J. Proudhon: *Correspondance,* t. XIII, Paris 1873, pp. 245—266: lettre du 4 mars à M. Larramat, et surtout la lettre du 8 mars 1864: Aux ouvriers.

défend la liberté du travail en des termes où précisément se retrouve l'esprit de Proudhon et conclut, après un raisonnement rigoureux, à la nécessité de l'union des travailleurs de tous les pays. Solidarité ouvrière, telle est sa formule, et non pas « lutte des classes ». « Ceci, dira-t-il, n'est point un cri de haine, non, c'est un cri d'alarme ». Voilà en quoi il se sépare assez nettement d'un Marx dont il ne paraît pas d'ailleurs qu'il connaisse la pensée. Tolain et ses camarades sont des mutuellistes. Ce sont des ouvriers préoccupés de l'amélioration de la condition ouvrière au sein de la société existante et ils seront portés à maintenir leur action sur le plan de l'organisation professionnelle, en évitant par goût ou par prudence l'intervention dans la politique.

Au contraire les « Mazziniens » seront avant tout préoccupés de politique. Car la question nationale étant pour eux la question essentielle, la libération des peuples opprimés par des maîtres étrangers leur apparaîtra comme la condition de la paix universelle. Chez Mazzini, chez Kossuth, chez un grand nombre de ces réfugiés politiques qui vivent pour l'unité de l'Italie et de l'Allemagne, pour la libération de la Hongrie et de la Pologne, se maintient l'esprit démocratique de 1848. Ce n'est pas le sort de l'ouvrier qui attire leur attention, mais le destin d'une nation tout entière. Mais cette tendance là n'aura guère qu'indirectement de l'influence sur l'association internationale des travailleurs. Indirectement, c'est-à-dire par le prestige de certaines causes comme l'unité italienne ou le sort de la Pologne, par le rayonnement aussi d'un Garibaldi. En fait, les « Mazziniens » — dont on a prétendu qu'ils avaient joué un rôle dans la fondation de l'Internationale — resteront à l'arrière-plan [70]. Mazzini lui-même n'est

---

[70] Edmond Villetard, dans son *Histoire de l'Internationale* (Paris 1872) fait cette remarque intéressante: «On a souvent attribué à Mazzini la première idée de la fondation internationale des travailleurs. C'est une erreur contre laquelle ont vivement protesté à diverses reprises les membres de cette société qui, malgré leur amour pour le bouleversement, ont peut-être autant de haine pour la bourgeoisie révolutionnaire à laquelle appartient le célèbre agitateur italien que pour la bourgeoisie conservatrice». Villetard n'a pas complètement tort et il suffit de se reporter à la correspondance de Marx pour mesurer ce qui le sépare de Mazzini et l'hostilité qu'il lui porte. Mazzini d'ailleurs — et c'est un fait incontestable — ne se con-

pas présent au meeting du 28 septembre, quoiqu'il se trouve alors en Angleterre et son secrétaire Wolff, signalé parmi les orateurs, ne paraît avoir rien dit qui ait été jugé digne d'être retenu par les observateurs présents.

Enfin, au nombre des participants au meeting de St.-Martin's Hall se trouve Marx qui représente à lui seul un centre d'influence et bien entendu une volonté d'action politique. Marx a assisté à la manifestation mais sans y prendre une part active. Il préfère observer avant d'intervenir. Il sait, lui, l'auteur du *Manifeste communiste,* et qui a lancé la formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », qu'il a un rôle de guide à jouer. Il lui appartient de prendre la direction de ce mouvement qui est le produit naturel d'une évolution qu'il a prévue. Mais si décidé qu'il soit, et porté par son tempérament à assumer une responsabilité, il n'en a pas moins conscience des risques et des difficultés. Il faut se garder de s'imposer trop rapidement. Pour un homme d'ailleurs qui, mieux que la plupart de ceux qui l'entourent, connaît les problèmes d'ensemble que pose l'évolution de la société capitaliste, les occasions seront nombreuses d'exercer de l'influence, de faire triompher ses thèses, et la rédaction des statuts de l'Internationale lui en offrira une sans tarder.

Ainsi dès les premiers jours, l'Association internationale des travailleurs est marquée par la diversité des origines, des préoccupations et des tempéraments des hommes qui la constituent. Son histoire, combien mouvementée, sera celle de la rencontre de ces hommes, de la confrontation de leurs idées et de leurs conceptions.

---

sidère pas comme un socialiste, mais comme un démocrate de gauche. Il s'en est expliqué à diverses reprises, et en particulier dans une lettre à Madame Marie d'Agoult du 16 septembre 1864 (cf. *Scritti editi ed inediti*, t. 79, pp. 60—63). Mais il aurait fort bien pu participer à la fondation de l'Internationale. Or il faut constater qu'il s'en est tenu à l'écart. Il se trouvait à Londres le 24 septembre 1864. Il semble même, si l'on s'en rapporte à un propos d'un des membres actifs de l'Internationale, Hermann Jung (cf. Nettlau, op. cit., p. 373) qu'il y ait été invité. Mais il a préféré s'abstenir et s'est contenté d'envoyer quelques représentants de la *Società operaia italiana* de Londres: Domenico Lama, Giuseppe Fontana et le Major Luigi Wolff. Ce qui préoccupe Mazzini à ce moment, ce n'est

pas tant la fondation d'une Internationale que la fédération des sociétés ouvrières «d'un bout à l'autre de l'Italie». Il en parle à Madame d'Agoult à laquelle il annonce la réunion d'un congrès ouvrier italien pour le mois de novembre à Naples. Le major Wolff, qui est alors son secrétaire et qui présentera au comité de l'Internationale des projets de statuts inspirés de ceux qui ont été élaborés pour les sociétés ouvrières italiennes, quittera Londres avant que le Comité ait achevé la discussion des statuts de l'Internationale, montrant par là nettement que c'est avant tout à l'Italie et aux ouvriers italiens que vont les pensées des Mazziniens. Cf. à ce propos l'ouvrage cité de Nello Rosselli, pp. 137 ss.

Annexe N° 1

(cf. note 43)

The Trades Council of London

to their Fellow Workmen, the General Neapolitan Society of Workmen of the Sections of Mutual Help

Fellow Workmen, — It was with heartfelt pleasure that we welcomed your address of Dec. 17th, 1861, and which came to hand Jan. 11th, 1862.

Circumstances over which we have had no control, have prevented us from replying earlier; for which we tender our apologies and regret.

We accept your greetings with pleasure, and welcome you as brethren; and hope, during a bright future, to correspond with you. We have watched with anxious solicitude and often bated breath, your struggles for freedom; and as your chains were snapped asunder and your oppressors fled before you, our hearts burned with joy at your success. From the moment when your noble President, Garibaldi, planted his foot in Sicily, till the Kingdom of Italy was recognised by our Government, in accordance with the avowed sentiments of the English people, we have never ceased to pray for your ultimate triumph. Despotism is hostile to a nation's growth. It cramps the energies, enervates the mind, and checks commercial enterprise. Beneath the sunlight of freedom, alone, can a nation realise the splendour of the noon-day of its civilization. We therefore hail the dawn of liberty throughout the Italian peninsula, and earnestly hope for its final consummation.

We have beheld with pleasure your moderation even in your greatest triumphs, and feel that it augurs well for the future. With a free press, liberty of speech, freedom to associate for mutual good, you may consolidate your liberties so hardly won, and lay the foundation for your nation's future greatness. In your every effort you have our warmest sympathy, and may always rely upon our counsel and support. But we

must inform you that our trade societies are not constituted upon a political basis.

We have organizations for political purposes, of every description, and those who like can join one or many according to his views and desires.

Our trades societies are more of a social character, their objects being to promote the well-being of their members in all matters appertaining to their daily toil.

Of civil and religious liberty we enjoy a pretty large share; though of political power we are to a great extent still deprived. We therefore bend our energies to the development of our social interests, and earnestly strive to better our condition as workmen. For we feel that this will ultimately lead to political power. We associate together for the purpose of promoting good feeling and unanimity of sentiment amongst us as individuals, and to secure co-operation in the regulation of our labour both as to time and wages. This we feel to be a subject of the greatest importance; for in a country where, in a political (and economical) flourish, there may still be a grinding despotis(m crushing) labour. And, however we may idolise liberty, (it remains but) a phantom unless we have the power to enjoy i(n this life the) liberty to live rationally and comfortably, so that (it appears not as) a burden but as a pleasure.

The acme of civilization is found in the ful(l development of) physical, social, political, and intellectual life. (But we known how) impossible it is to live a true life under serfd(om and in misery). And having, after centuries of struggles in (our own country,) thrown off the shackles of despotism sufficiently to enjoy the privilege of association for all pratical purposes, we feel glad when we find others in a fair way of enjoying the (sa)me advantages. We do not wonder that you feel your steps unce(rtai)n after so long a servitude, and with so many enemies concerting your overthrow. But we feel certain of your ultimate triumph, if with noble patriotism, manly self-reliance, and unremitting energy, you still prosecute your purpose. We do not blame you for binding yourselves together for political as well as trade purposes, knowing as we do that, under present circumstances, you could not do otherwise. Preserve that moderation and patience which has characterized your past efforts, and your desires for a free and united Italy will be fully accomplished. You cannot achieve all you wish in a day; it is the work of ages, and requires all the fortitude and self-denial of which we are capable, in order that the end for which we are striving may be secured. Too much haste may frustrate a good object. Our enemies are ever on the alert to catch us off our guard, and thereby effect our ruin. Be watchful, therefore, and circumspect, as brothers we beseech you, and may your every purpose be fulfilled. To your noble president, we say, your name is an household word with us, associated with every good and generous deed. And never will the name of Garibaldi be forgotten in England while we can cherish

the love of liberty and patriotism in our breasts. Your noble sons, whose blood has been shed to secure your freedom, and those in exile who have worked for it, and who live for that alone — they live in our memory as in yours, from your great poet Dante, to your noble martyr, Mazzini. We cherish their names, and hold them sacred to the cause of freedom as brothers. And our joy will be unbounded, when we learn that the whole of the Italian peninsula is free and united, when her exiles shall return, and be welcomed to their native hearths, when her commerce is established, her literature, science, and art flourishes, and her social life is fully developed.

GEO. HOWELL, Secretary to the Council.

Annexe N° 2

(cf. note 55)

Les Ouvriers de l'Angleterre aux Ouvriers de la France.

Frères de France,

Dans la visite heureuse dont vous avez honoré notre grande réunion, convoquée pour publier notre indignation contre les malfaiteurs, qui depuis tant d'années abreuvent ce malheureux peuple Polonais d'insultes, et l'écrasent sous la plus affreuse tyrannie, nous croyons voir un meilleur avenir pour les peuples Européens negligés et méprisés.

Cette visite ne saurait avoir une meilleur origine, un plus digne but, que la cause de la Pologne, cause consacrée par la dévouement, la loyauté, et l'héroisme d'un peuple dont les luttes pour la liberté ont remporté la sympathie et l'admiration de tous les hommes sages et bons du monde civilisé, quelque soit leur rang.

Nous avons été fiers d'accueiller les représentants du peuple Français, ami de la liberté, eux qui se sont mis en avant pour initier ce qui a été trop longtemps différé la grande fraternité des peuples. Cette œuvre ne saurait être entreprise sous de meilleurs auspices que sous ceux des ardents et généreux Français. Par votre habilité (sic) dans les manufactures, vos progrès dans les arts, les sciences, et la littérature; votre amour de tout ce qu'il y a de beau dans la nature et de charmant en dessein, vous avez toujours occupé un rang élevé dans le monde. Vous avez bien justifié vos titres à une telle preeminence en cherchant à réunir en conseil ceux dont le travail produit tout ce qu'il y a de nécessaire à l'existence humaine, afin que leurs efforts unis pour la liberté puissent neutraliser les influences sinistres de ceux qui ont dégradé les nations en faisant des promesses peu sincères, et en consentant à des traités obligatoires pour les pays faibles, méprisés par les pays forts.

Les rois et les empereurs ont leurs réunions et leurs fêtes, leurs pompes et leurs cérémonies s'étalent aux yeux du monde, pour plaire au frivoles et pour réjouir les heureux, en même temps qu'elles créent de plus lourds fardeaux pour faire couler la sueur du pauvre honnête qui travaille. Dans ces réunions les crimes heureux sont justifiés, des ministres sans scrupules les légalisent et font l'apothéose des criminels, tandis que des hommes du plus grand talent et des plus nobles vertus, dont le mâle courage ne tremble pas devant le riche arrogant, et ne flatte pas les vices des cours voluptueuses, des hommes qui défendent la liberté des peuples et les droits des masses sont mis à mort, enchaînés pour toujours dans de sombres cachots, ou chassés sans pitié avec leurs familles pour aller chercher à l'étranger, l'abri et le repos qu'on leur refuse dans leur patrie. C'est là un état des choses aussi indigne des grandes actions de nos ancêtres qu'il est honteux pour le siècle où nous vivons. Nous déclarons donc à ceux qui permettent à ces maux de durer, sans employer tous les moyens en leur pouvoir pour les faire disparaître, qu'ils partagent la responsabilité de devoirs négligés, et qu'ils expieront tôt ou tard cette lâche apathie.

Pour arrêter les abus actuels du pouvoir nous répondons à votre cri de fraternité des peuples. Formons donc un rassemblement de représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne, de l'Angleterre, et de tous les pays qui veulent coopérer au bonheur du genre humain. Ayons nos congrès, discutons les grandes questions d'où dépend la paix des nations, que notre raison et notre droit moral protestent contre la cajolerie et la force brutale de nos soi-disant gouverneurs; ainsi, nous en sommes convaincus, le pouvoir des despotes sera affaibli, et les fourbes rusés, au lieu de déshonorer les plus grandes fonctions en les employant pour frustrer les plus nobles efforts de l'esprit humain, disparaîtront dans une obscurité bien méritée. Cela frayerait le chemin à des hommes plus honnêtes et plus intelligents qui inaugureraient la législation pour les droits de la majorité, et non plus pour les priviléges de la minorité. La fraternité des peuples est d'une haute importance dans l'intérêt du travail, car lorsque nous essayons d'améliorer notre condition sociale, soit en diminuant les heures du travail, soit en rehaussant son prix, on nous menace toujours de faire venir des Français, des Allemands, des Belges, qui travailleront à meilleur compte. Si cela s'est fait parfois, ce n'est pas que nos frères du Continent veulent nous nuire, mais faute de rapports systématiques entre les classes industrielles de tous les pays. Nous espérons que de tels rapports s'établiront bientôt et auront pour résultat d'élever les gages trop bas au niveau de ceux qui sont mieux partagés, d'empêcher les maîtres de nous mettre dans une concurrence qui nous rabaisse à l'état le plus déplorable qui convient à leur misérable avarice. Faire cela est l'œuvre de peuples. Le petit nombre de libertés dont jouissent les masses ont été gagnées par elles, et l'expérience nous montre que plus nous nous fions aux princes plus nous sommes sûrs d'être trahis et moqués. Pour preuve de cela nous

n'avons qu'à comparer les exploits des patriotes d'Italie, conduits par un d'eux-mêmes, avec la lâcheté de ceux qui ont trahi et blessé le plus grand des chefs modernes, Garibaldi, après avoir reçu de ses mains le fruit de sa périlleuse entreprise, le laissant un témoin sanglant de l'ingratitude des gouvernements. Passons de là à la destruction par un despote étranger de la république Romaine, qui offrait à l'Europe le gouvernement le plus libre et le plus pur qu'elle eût jamais vu. Souvenez-vous encore du noir attentat contre le libre Gouvernement de la Suisse; souvenez-vous de l'intervention pernicieuse au Mexique qui va élever un empire sur les ruines d'une république malgré les vrais sentiments des Mexicains, malgré les traditions et les sympathies de tous les peuples de ce vaste continent. Ajoutez à ces crimes la politique infâme de nos ministres qui ont provoqué en Chine une guerre cruelle d'abord contre les Impériaux, maintenant contre les insurgés, et dites si jamais les peuples eurent plus de causes de se plaindre.

Nous répétons, fraternisons. Entendons-nous avec tous les hommes qui n'ont rien à espérer que de la paix, du développement industriel, et de la liberté et qui veulent le bonheur pour tous par toute la terre. Faisons cela, et nous ne verrons plus les braves et les forts se laisser entraîner à la guerre, l'épée et la torche à la main pour satisfaire la soif de l'or chez les marchands, des places chez les ministres, et de la conquête chez les despotes. Non! émancipés enfin des misères qui leur inflige la guerre, ils vivront pour rendre heureuses leurs familles, et pour employer leur force à secourir les faibles, les vieillards, et les pauvres.

Nous répétons avec vous, que nos premiers efforts réunis soient pour la délivrance de la Pologne. La justice le demande, les traités en font une obligation, et le devoir montre le chemin. Il faut que les deux peuples fassent immédiatement des pétitions qui réclament pour les Polonais le droit incontestable de belligerants, et qu'elles soient présentées simultanément à nos gouvernements respectifs. Déclarons notre résolution inébranlable d'agir sans cesse en faveur de ce peuple opprimé, pour empêcher les intrigues de la diplomatie, ce fléau des nations, qui veut de nouveau jouer sa sombre tragédie, massacrer les nobles enfants de la Pologne, et livrer ses filles à la brutalité d'une soldatesque effrénée, faire de ce beau pays un charnier à la honte, à l'infamie du monde civilisé.

Signé, au nom des ouvriers de l'Angleterre,

THOS. GRANT FACEY, Peintre, President,
WILLIAM CREMER, Menuisier,
C. GODDARD, Relieur,
JOHN EGLINGTON, Charpentier,
GEORGE ODGERS, Cordonnier, Secretaire Honoraire,
2, Park Lane, Kensington Gore, W.

LE COMITÉ